

ALTERNATIVE

libertaire



AL 216 - AVRIL 1999

ÉLECTIONS / JUIN 1999

Agir au lieu d'élire



**RENCONTRE LIBERTAIRE
LE 24 AVRIL 1999
AU CENTRE SOCIAL DE BRUXELLES**

STIKKI

-  [L'ÉDITORIAL - Élections, il y a autre chose à faire - Dirk FD](#)
-  [RENDEZ-VOUS - Le 24 avril au Centre Social de Bruxelles...](#)
-  [MESSAGE URBAIN - Les affiches-tracts des Va-nu-pieds](#)
-  [SOYONS CONCRETS - Deux questions banales... - Cerise](#)
-  [AU JOUR LE JOUR - Le fond de l'air effraie - Gun](#)
-  [VOTE ÉLECTRONIQUE - Si les élections pouvaient vraiment... - Claudio](#)
-  [LES HORREURS MÉDIATIQUES - On ne saura jamais... - Cécily Falla](#)
-  [JUSTICE - Loubna, l'escamotage du débat public - Comités Blancs](#)
-  [CHÔMEUR - Le cas de Leyla, voyage en absurdie - Corine Barella](#)
-  [ACTION - Entartons la Ministre qui nous prend pour des cons - Corine](#)
-  [SANS-PAPIERS - Manifestation nationale le 25 avril - Collectif](#)
-  [TRAUMATISME COLLECTIF - Folie de classe - Cécily Falla](#)
-  [EN MOUVEMENT - Les femmes en noir - Fanny Filosof](#)
-  [EN MOUVEMENT - La caravane intercontinentale - Patrick et Raphaël](#)
-  [ARGUMENTS - Reconstruire l'alternative - Réseau No Pasaran](#)
-  [ACTION DIRECTE NON-VIOLENTE - Voor Moeder Arde - Claudio](#)
-  [ACTION - Monsanto et les OGM - Collectif](#)
-  [MONTPELIER - L'écologie sociale dans la cité - Journées Libertaires](#)
-  [AUGUSTO BOAL - Le Théâtre de l'Opprimé - Jean-François Jacques](#)
-  [PARUTION - Vents de Russie - Samovar](#)
-  [PARUTION - Vents de Russie - Vojna Uqnetateljam](#)
-  [CHRONIQUE - Une réalité en voir d'américanisation - The Chiquet Mawet](#)

**Rendez-vous le 24 avril
au Centre Social (Bruxelles)
pour la rencontre libertaire !**

ÉDITORIAL

**13 juin 1999 :
il y a autre
chose à faire...**

C'est bientôt reparti, ils vont nous la rejouer la comédie démocratique. L'espace de quelques secondes, ils nous inviteront à choisir nos maîtres. Nous serons les "maîtres" du jeu pendant quatre secondes, ils seront nos maîtres pendant quatre ans. Pendant quelques secondes, nous serons condamnés à pratiquer la politique en cachette dans le secret des "isoloirs" (qui portent si bien leur nom), à voter comme on va aux toilettes, dans la discrétion. Et puis, et puis, ils nous sommeront de nous retenir pendant quatre ans avant de pouvoir reprendre notre petite place, magnanimement concédée, dans la file, tout sourire pour la dame Pipi de la démocratie, et de déposer notre résignation dans la soucoupe avec un merci de reconnaissance et un air légèrement constipé. Il faudra élire, nous dit-on, car il n'y a pas le choix. C'est ça ou... ou quoi?

Le ça, c'est des milliers de gendarmes, c'est Renault Vilvorde, c'est des marchands fortunés, c'est les sans-papiers, c'est les négriers, c'est des pelletées de pauvres, c'est les Forges, c'est des milliers de flics, c'est les Tueries du Brabant, c'est des centaines de milliers de boulots miteux, c'est la Sûreté d'Etat, c'est les ballets roses, c'est le roi Albert bis, c'est les enfants "disparus", c'est un ciel toujours gris même au beau fixe, c'est *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde*, c'est la prospérité des banques, c'est des expulsions,

des dégraissages, qui marchent comme sur des roulettes (russes), c'est la spéculation heureuse, c'est l'indifférence asociale, c'est les caméras dans les rues, c'est des armées de vigiles, c'est la dictature du commerce, c'est la violence dans les écoles, c'est le tgv, c'est le lotto sur les chaînes de télévision publique, c'est la perquisition des chômeurs, c'est la rénovation des stades de foot pour l'*Euro 2000*, c'est les chancres urbains, c'est les pubs qui tapinent et font l'horizon, c'est les cadeaux de bienvenue aux multinationales, c'est le *Caprice des dieux*, c'est le FMI qui sourit, c'est la pollution, c'est le marché et la pensée uniques, c'est les curés fonctionnaires, c'est la professionnalisation de l'armée, c'est la prison à domicile, c'est la prison dans les prisons, c'est la prison dans les centres d'accueil, c'est la justice de classe, c'est le racisme ordinaire, c'est les syndicats officiels, c'est l'Euro, c'est l'Europe aux cent frontières, c'est les navetteurs au pas de course, c'est l'industrie pharmaceutique pétant de santé, c'est les laissés-pour-compte pétant les plombs, c'est les SDF, c'est les contrôleurs, c'est les bureaucraties, c'est Tintin, c'est la société du spectacle, c'est la charité, c'est MSF CCP 00machin, c'est la corruption, c'est la prostitution, c'est les hiérarchies imbéciles, c'est...

Ou quoi? Ni dieux, ni maîtres!

Voter à ces élections, c'est se résigner. Voter, c'est accepter l'inacceptable. Voter, c'est se soumettre au moindre mal, voter c'est se soumettre tout court (ou tout petit). Voter, c'est être convoqué. Voter, c'est torcher son QI avec un bulletin de vote. Voter, c'est décider de ne plus décider. Voter, c'est choisir une élite de gauche ou de droite. Voter, c'est choisir entre *Quick* et *Mac Do* (le citoyen jambon - *ham burger* - est de toute façon au menu). Voter c'est se déresponsabiliser. Voter, c'est suivre la politique à la télévision. Voter, c'est se foutre de soi.

Que faire d'autre ?

Les élections, c'est comme si on demandait au piéton de choisir la voiture qui l'écrasera et de préciser si le conducteur doit avoir son siège à gauche ou à droite.

La résignation est non seulement un suicide quotidien, mais elle est aussi le combustible de la moissonneuse-batteuse-broyeuse du capitalisme. En démissionnant (c'est-à-dire en votant tous les quatre ans), l'électeur se résigne aux *parlemâtons* qui ne démissionnent jamais, eux. Il courbe l'échine, il rentre sa langue, il attend petitement des réformes comme le chien qui attend que son maître lui repeigne la niche. En attendant, il grogne d'impatience, mais ne mord pas, car la frousse lui passe une laisse qui sent la pâtée autour du cou.

Il y a autre chose à faire que de se laisser assombrir par le noir pessimisme ambiant. Aux isoloirs, il convient par exemple d'opposer les *réunissons*, de

transformer des lieux publics (cafés, conseils municipaux, places, rues, etc.) en assemblées, en parlements ouverts assidûment et périodiquement, non pas comme de simples cafés politiques ou philosophiques où se consomment les débats généreux, mais comme des lieux de débats, de décisions, d'actions et de réappropriation de l'être social et politique.

Il y a lieu de s'investir dans les Collectifs *contre...* mais aussi de soutenir, appuyer, développer les initiatives *pour...* (par exemple les communautés de *Longo Mai*, la *Ferme du Hayon*, la collectivité agricole *Los Arenalejos*, l'école libertaire *Bonaventure* et d'autres écoles alternatives, les squats potagers de Gand, etc.)...

Le tout avec humour, comme le dit si divinement Chiquet Mawet.

Dirk F. D.

24 AVRIL 1999
Centre Social Bruxelles
Septième Camp 'anar

RUPTURES !

Collectif Sans Nom, Collectifs contre les expulsions, Collectifs sans ticket, Collectifs de chômeurs... par-delà la diversité des dynamiques et des champs d'intervention, la "génération collectifs" partage et propage un arrière-fond commun, une quasi-culture de la résistance, ancrée dans le souci permanent de la **rupture**.

Rupture avec l'emprise et la légalité des maîtres (qu'ils soient maîtres du sol, du temps, de l'information, des concepts...). Rupture avec les normes imposées, par la mise en œuvre du principe d'autonomie (capacité à élaborer ses propres règles).

Rupture aussi, par là-même, avec des schémas et des postures classiques du militantisme : la distinction commode entre "réformiste" et "révolutionnaire", l'importance accordée au critère quantitatif (et à ses objectifs dérivés, les "mobilisation", "plate-forme" et autre "fédération"), la subordination à l'"agenda des dominants" (échéances

électorales, votes parlementaires, sommets européens et cie), la conception publicitaire de l'engagement (axée sur le fantasme du "travailleur moyen" ou du "chômeur type" à conquérir), l'embourbement dans le discours de la complexité et l'impératif de l'approche "globale"...

Car cette série de ruptures se veut toujours déjà **ouverture**, *ouverture d'autres possibles humains* au quotidien, brèche ménagée *ici et maintenant*, dans notre environnement immédiat (l'immeuble d'à côté, le bureau de chômage, le transport en commun...), par un acte somme toute mineur, anodin même (entrer dans un bâtiment abandonné, montrer une carte de transport, ouvrir un grillage...), un acte extérieur au profil militant ou à la perspective rédemptrice d'un *autre futur* ("global", "alternatif", "révolutionné"...).

Pour reprendre le titre de l'article publié en page 5, le "carrefour des luttes" permanent des collectifs et du *Centre social* nous rappelle que, nécessairement, *résister, c'est créer*.

Attentisme

Les réactions le plus couramment enregistrées dans le milieu libertaire face à cet "autre" visage des luttes relèvent quasiment toujours de la franche sympathie voire du soutien direct... mais s'accompagnent aussi parfois de réserves et de soupçons sur la "consistance" de ces initiatives : *Combien de temps cela durera-t-il ?!, Sont-elles porteuses d'une alternative globale de société ?, Sont-elles assez "radicales" ?, Valent-elles pour d'autres que ceux qui les lancent ?, etc.*

Autant de questions ou de considérations qui paraissent témoigner d'une forme d'anxiété, d'inconfort... et qui semblent presque ramener le choix en faveur d'une organisation proprement anarchiste à une recherche de sécurité (le besoin d'un "ancrage identitaire") et d'apaisement intellectuel (pouvoir imaginer ensemble ce que nous promet la "société libertaire").

Renforcer le mouvement

L'engagement anarchiste ne peut cependant être assimilé, loin s'en faut, à une "profession de foi" stérile, encore moins à une fixation organisationnelle. Ne donne-t-il pas sa pleine mesure, lui aussi, au quotidien, dans l'épaisseur du présent, au travers de principes et de pratiques semés à tous vents, plus que dans l'étroitesse d'un hypothétique "meilleur des mondes" accessible aux convertis...

La vigueur de la perspective libertaire et la multiplicité actuelle des approches qui s'en réclament (anarchisme "spécifique", anarcho-syndicalisme, municipalisme libertaire...) doivent nous permettre d'accueillir toute forme de démarche avec l'assurance nécessaire à l'évolution, au métissage... tant il est vrai qu'une identité s'affirme à l'épreuve de la différence.

Voilà en tout cas l'optique dans laquelle nous proposons d'aborder ce septième *camp'anar* : tenter d'approfondir la *confrontation des pratiques et des spécificités* des participants, afin que chacun puisse dégager de la rencontre de quoi *renforcer ses propres projets*, de quoi raffermir les résistances qu'il développe.

Poursuivons le débat

Les échanges en la matière n'ont pu être qu'entamés au cours du *camp'anar* d'octobre 98 à Tournai, et pourtant, chose en fin de compte assez rare, un réel débat en était sorti. L'Union Locale bruxelloise de la *Coordination Autonome des Travailleurs* vous invite cordialement à remettre le couvert le **samedi 24 avril**, dans le seul cadre incontournable en l'occurrence : celui du *Centre social*.

Union locale bruxelloise de la CAT

**Les Ami(e)s d'Alternative Libertaire
vous invitent au septième "camp'anar"
organisé par l'Union locale de la CAT**

**le 24 avril dès 14h au Centre Social
(167 rue de la Victoire à 1060
Bruxelles)**

**Participation aux frais : 250 fb ou 50
ff**

**Une inscription préalable est indispensable pour éviter
les gaspis !**

Nom et Prénom

Adresse et téléphone

Je réserve pour le repas du samedi 24 avril à 19h30

..... personne(s) =

que je verse sur le compte 001-0536851-32 ou par
chèque

À renvoyer à Alternative Libertaire, BP 103 à 1050
Ixelles 1

ou par fax au 02/649.40.46 - par e-mail à
roger.noel@skynet.be

MESSAGE URBAIN

Les va-nu-pieds

Depuis peu, des affiches signées
Des va-nu-pieds
apparaissent sur les murs bruxellois.
Florilège.

Les fascistes ont perdu la guerre mais le fascisme a gagné!

Aujourd'hui, L'État démocratique tentaculaire se donne tout les moyens du fascisme, sinon davantage, par un système qui rend chacun de plus en plus dépendant.

L'unification va au-delà de celle effectuée sous la terreur fasciste, mais *le fascisme en tant que mouvement spécifique à disparu*. La machine démocratique n'a donc pas évité le fascisme car elle n'a plus besoin d'unifier par la terreur son capital: la servitude est devenue volontaire.

Il n'existe pas de choix social réel auquel nous pourrions être conviés: la démocratie n'est pas la dictature mais la prépare et s'y prépare - *et ce avec l'aide de tous ses partis*.

L'essence de **l'anti-fascisme** consiste à résister au fascisme en défendant la démocratie c'est-à-dire non plus à lutter contre le capitalisme mais à exercer sur lui une pression suffisante pour qu'il renonce à se faire totalitaire. Il s'agit de laisser à la participation fantôme une apparence de légitimité. Alors que le socialisme véritable est *une organisation de la société gérée par les gens eux-même*, le capitalisme démocratique, que nous vivons tous, est une fascisation croissante et sur-intégrée via *Nike and Co*.

Réduite ainsi à une résistance antifasciste, la critique sociale se voit sommée de rallier la totalité de ce qu'elle attaquait auparavant et *d'abandonner ni plus ni moins cette "vieillesse"* : la révolution. Que l'antifascisme renonce à elle, c'est évident. Mais il échoue là où son "réalisme" prétend à l'efficacité : prévenir la possible mutation dictatoriale de la société.

La démocratie est une étape de la prise du pouvoir du capital et son extension en parachève la domination en accentuant l'isolement des individus. Remède à la séparation entre homme et communauté, entre activité humaine et société, elle ne pourra jamais résoudre le problème d'une société de plus en plus dissociée de sa propre histoire. Forme creuse impuissante à modifier son contenu, elle n'est qu'une partie du problème dont elle se dit la solution. Chaque fois qu'elle palie les contradictions marchandes, c'est en resserrant les mailles du filet étatiques tendu sur les rapports sociaux.

Même au niveau de résignation désespérée où ils se placent, les antifascistes pour être crédibles devraient nous expliquer en quoi une vie démocratique locale est compatible avec la colonisation marchande qui vide nos lieux de rencontre en même temps qu'elle remplit sa galerie ; ou comment un État omniprésent dont on attend tout, protection et assistance, véritable machine à produire du *bien social* ne

fera pas le *mal* le jour où des contradictions explosives exigeront de remettre de l'ordre.

Le fascisme est adulation du monstre étatique, l'anti-fascisme sa plus subtile apologie.

Combattre pour un État démocratique, c'est inévitablement consolider l'État, et loin de museler le totalitarisme, aiguiser les griffes qu'il projette sur la société.

Des Va-nu-pieds
à l'intérieur des barreaux

Cœur de verre...
Âme en béton...

En l'espace de quelques années, les problèmes de l'urbanisme, de l'architecture et de l'aménagement du territoire contemporain ont été balayés. Nos "eurocrates" imaginèrent des formes nouvelles, ils pressentirent les techniques de soumission architecturale qui sont celles d'aujourd'hui et sûrement de demain, et firent par là preuve qu'une nouvelle façon de vivre la ville ne naît surtout pas de l'expérience, de l'esprit inventif de ses auteurs, ni du développement de la technique mais avant tout de l'économie spéculative marchande.

Unique et froide. Nos urbano-spécialistes surent donc nous imposer - dans l'indifférence généralisée et la hausse démographique de plus en plus paniquante - que le choix conscient des hommes ne se limitait à plus aucun autre possible. Ils se montrèrent comme la voie ouverte: **la mondialisation et son cortège funèbre de ghettos.**

Aujourd'hui, suite à toute cette merde, les villes abritent des tribus de population qui ne se côtoient pas : *ceux qui errent, ceux qui travaillent, eux qui commandent.*

Les privilégiés sont mieux reliés (par téléphone, fax, PC) à leurs semblables des réseaux mégavilles de la planète qu'à leurs propres compatriotes.

Une lourde menace plane sur les villes ! **Au nom du dogme de la mondialisation, ce qu'il reste de nos consciences critiques s'est désengagé laissant agir le marché, qui est précisément incapable de gérer le développement humain.**

Or, les villes ont l'excellente vertu d'augmenter les tensions. Et c'est d'elles - que ceux qui y habitent tout en refusant cette logique concentrationnaire - que viennent déjà la dissidence et la révolte.

Le temps du monde fini commence!

FICHES PRACTIQUES & IDÉES REÇUES

Soyons concrets

Réponses à deux questions simples.

1. Est-il normal d'accorder 30.000fb par mois à un chômeur chef de ménage et 66.600fb à un exploitant agricole nanti ?

2. À qui profite la politique drastique de refus de régularisation des sans-papiers ?

1

Chômeur, t'es pas tout seul !

Sus à ce pelé, ce galeux, ce parasite qui profite honteusement du travail des honnêtes gens qui, eux, ont le courage d'aller tous les matins au boulot, au lieu de fainéanter dans leur lit douillet.

Grâce aux services répressifs de l'ONEM, la Société viendra bien à bout de tous ces profiteurs du régime...

Ce discours est bien souvent tenu par bon nombre d'agriculteurs, qui dans la logique divine gagnent leur pain à la sueur de leur front. Les chiffres qui suivent pourront peut-être ramener ces biens pensants à plus de solidarité.

Prenons pour exemple un cultivateur qui n'élève aucune bête, est propriétaire et exploite 80 hectares de terres.

<i>Cultures</i>		<i>Bénéfice brut</i>
Froment	24 Ha	600.000 fb
Escourgeon	6 Ha	120.000 fb
Betterave	14 Ha	1.500.000 fb
Lin	15 Ha	550.000 fb
Maïs	13 Ha	260.000 fb
Pomme de terre	5 Ha	750.000 fb
Terres gelées	3 Ha	3.780.000 fb

Ce gagne-petit qui a suivi les conseils du ministère de l'Agriculture a fait grimper le rendement de son froment de 5 tonnes à l'hectare à 8 tonnes. Ceci à grand renfort d'engrais, et de produits phytopharmaceutiques qui non seulement empoisonnent leur production, mais également les nappes aquifères. Eu égard à la notion d'offre et de demande propre au régime capitaliste, le prix de vente du kilo de froment a baissé, pour passer de 7 à 4 francs.

Au lieu d'avoir 5 tonnes de bon blé qui était vendu 35.000 fb par hectare, voici notre héros qui commercialise son blé infect à 32.000 fb l'hectare. Comme il y a surproduction, on lui demande alors de laisser quelques hectares sans culture, c'est à dire de les laisser en jachère. Dans notre cas, 3 hectares seront gelés.

En compensation, la Politique Agricole Commune lui accorde une prime (rassurez-vous, ce n'est pas une indemnité) annuelle de 800.000 fb.

Il est aberrant de constater que notre civilisation qui accorde 30.000 fb par mois à un chef de ménage sans emploi, pour lui permettre d'essayer de survivre, en accorde 66.600 fb à un exploitant agricole nanti, qui a toujours profité du système au maximum.

Notre exemple s'est limité à ce que l'on appelle une exploitation familiale. Cette prime s'applique également au céréalier qui possède 1.000 hectares. Imaginez le chiffre... Ces sommes sont versées sans la moindre publicité, qui pourrait humilier les bénéficiaires en les ramenant au rang d'allocataires sociaux.

Chômeur, pas veau !

2

Hold-up quotidien de la Mafia pakistanaise du pétrole

Si le pouvoir fait toujours preuve de xénophobie à l'égard des hommes et des femmes qui viennent demander asile, sans pouvoir promettre un avantage en contrepartie, on constate que dès qu'il s'agit d'exploiter, de profiter, d'utiliser, les grands décideurs sont moins circonspects, et ouvrent plus facilement les frontières aux gangsters qu'à Sémira.

Début 1991 Hasan SYED décide d'exploiter des stations services dans le Hainaut.

On le retrouve ainsi à Soignies, Mons, Fayt-lez-Manage, Marcinelle, Jumet, Mont sur Marchienne, Gilly, Blaregnies, Tertre, Lens, Châtelet, Courcelles, Baudour, Quaregnon, Boussu, Thulin, Havay.

Pendant ce temps des stations identiques apparaissent à Bruxelles, exploitées par le groupe KHAN.

Les gérants des points de vente sont des travailleurs pakistanais auxquels on a fait miroiter un bel avenir dans un pays de cocagne. Dès leur arrivée en Belgique ils épousent fictivement des femmes de nationalité belge, et obtiennent leur naturalisation, au bout de six mois. Ils peuvent s'inscrire auprès des services du Registre de Commerce sous le couvert d'une activité choisie au hasard (bien souvent exploitant

forestier). Cette immatriculation leur permet alors d'obtenir un numéro de TVA.

Ils sont prêts à fonctionner, inconscients de leur statut réel et de leurs obligations vis-à-vis du fisc, et des lois sociales.

En décembre 1992, le juge Van Espen ordonne la pose de scellés sur les stations pakistanaises.

Quinze jours plus tard, sans la moindre poursuite d'enquête, l'interdiction de vendre des carburants est levée.

Les diverses Inspections Sociales commencent alors une série d'enquêtes, afin de prouver qu'il s'agit en réalité de faux indépendants, dont le statut permet à leur employeur d'échapper à l'ONSS, et d'éviter de devoir faire face à certaines contraintes administratives, et financières. Il n'est pas difficile d'établir, preuves à l'appui, l'illégalité des agissements des SYED et KHAN.

Des Pro-Justicias seront établis, mais classés sans suite par le Tribunal du Travail.

Les gérants, qui vivent dans des conditions de misère, sont censés percevoir 0,50 fb par litre de carburant vendu, et sont astreints à des horaires dignes du Moyen-âge. On constate que les deux patrons vendent leurs produits 0,40 fb plus cher par litre, qu'ils ne les achètent, ce qui débouche sur une perte brute de 0,10 fb. On comprend déjà mal le but commercial de cette activité.

Dès qu'un employé est trop connu dans sa région, il est envoyé dans une autre station. Certains qui deviennent trop bavards disparaissent définitivement. SYED et KHAN utilisent les services musclés d'hommes de main, afin de faire respecter leur loi.

En 1998, le pot aux roses est découvert. Le groupe *SYED KHAN* a mis sur pied un gigantesque carrousel à la TVA. Après avoir créé quelques Sociétés dans lesquelles ils apparaissent ou font apparaître des hommes de paille, ils les mettent en stand by, dans toutefois les liquider. Bien que ces Sociétés écrans ne déclarent plus aucune activité, et de ce fait

ne versent plus aucune TVA, elles achètent du carburant en Hollande. Étant donné qu'elles possèdent toujours un numéro de TVA activé, le grossiste hollandais le leur vend hors taxes. La marchandise pénètre en Belgique à leurs noms, mais en réalité, va directement dans les cuves exploitées par SYED et KHAN. Ces derniers justifient leurs achats par des factures établies à l'entête des Sociétés écrans. Bien que celles-ci n'aient versé aucune TVA, SYED et KHAN la récupèrent dans les caisses du Ministère des Finances. Le stratagème est tellement grossier (un seul intermédiaire, les noms de SYED et de KHAN figurent dans les Sociétés chargées de l'importation), qu'il éclate au grand jour, sans que les contrevenants ne soient inquiétés.

Eu égard à l'importance de la TVA par rapport au coût réel du carburant, et au chiffre d'affaires on prouve une fraude annuelle de 5.000.000 fb par station.

Mais je vous rassure, l'histoire ne s'arrête pas là. Vous pouvez toujours acheter du carburant aux pompes SYED ou KHAN. Elles continuent de fonctionner. Les travailleurs pakistanais, mais belges par mariage dorment toujours sur d'horribles paillasses, après avoir travaillé douze heures par jour. Quant aux organisateurs, SYED et KHAN, ils braquent toujours quotidiennement les caisses de la collectivité, avec la bénédiction du pouvoir.

Il est évident que de tels agissements qui durent au vu et au su de tout le monde, depuis huit ans ne sont possibles qu'avec des complicités au niveau de la Magistrature et de l'Administration.

Si nous voulons rétablir l'égalité sociale dans notre pays, nous devons veiller à l'application rigoureuse d'un *Impôt Direct et Progressif*.

Cerise

AU JOUR LE JOUR

Le fond de l'air effraie

Chronique de l'aberration quotidienne, prise par-dessus la jambe...

VOTRE CHOMEUR "ALE" SENT-IL MAUVAIS ?

À Beringen, les employeurs qui font appel à la main d'œuvre offerte par l'*Agence Locale pour l'Emploi* (asbl institutionnelle qui prétend contraindre les chômeurs à exécuter des boulots de larbins pour 150 balles de l'heure), se sont vus récemment soumis à un questionnaire aberrant : *Votre chômeur ALE sent-il mauvais ? Est-il déséquilibré psychologiquement ou trop peu intelligent ?* (ceci est rigoureusement authentique !). Les raclures de pelle à merde qui osent poser ces questions sont à flinguer.

LA MORT EN FARCE (espiègleries du capitalisme).

L'usine Renault de Douai (France) est en passe d'atteindre le record d'Europe des morts par accidents de travail : 27 morts (dont 6 suicides) dans l'année qui suivit la fermeture de Vilvoorde (*JP RTBf 17/02/99*).

De son côté, le groupe Usinor (avec l'aide des sous-traitants) s'est lancé lui aussi dans ce grand jeu-concours follement amusant, mais ne comptabilise à ce jour que 40 morts sur ces trois dernières années. Peut mieux faire.

Quant à la sidérurgie belge, elle n'est pas en reste, elle non plus. Fin 98, elle est parvenue à provoquer : 1 mort dans un four à *Riva-Charleroi* suite à une explosion ; 1 électricien mort par électrocution à *Duferco-Clabecq* ; 1 grutier mort à *Sidmar* ; 1 mort à *Coke Fonte* (Groupe Cockerill-Sambre) dans la carrière à chaux du Bay Bonnet ; soit 4 morts en 2 mois. Allez les petits Belges, encore un effort ! (Désolé de traiter de telles horreurs avec cette légèreté, mais c'est nerveux, je craque, il faut que je décompresse !)

ARTICLE 324 BIS.

Ça y est ! La *Loi sur les organisations criminelles* a été publiée au *Moniteur* ce 26 février. La canaille dirigeante a donc trouvé un cadre légal afin que ses milices puissent commettre leurs forfaits plus sereinement (surveillances, fichages, incursions dans la vie privée et autres joyeusetés pro-actives...). On s'émeut chez les *progressistes*, lesquels sont quelquefois *socialistes* et se demandent encore comment nous faire croire que le PS a voté cette loi par inadvertance.

Puis-je me permettre d'oser rappeler que les anars un peu dignes de ce nom se sont toujours moqués éperdument des lois. Les lois n'étant que les tessons de bouteilles plantés sur les murailles de la saloperie, il en ira donc du 324 bis comme du reste : on méprise, on dédaigne, et on brave en honnissant !... tout en prenant garde de ne pas se couper avec ces foutus tessons lorsqu'on escalade les murailles dont question.

JUSTICE.

En France, les ministres concernés par l'affaire du sang contaminé ont été jugés : ils

ne sont *pas responsables, pas coupables et pas condamnables*. Rien de vraiment nouveau, donc, depuis La Fontaine et ses animaux malades de la peste.

PROCES DE CLABECQ.

Inracontable. Il faut se rendre à Nivelles, au procès des délégués des Forges de Clabecq (poursuivis pour avoir défendu leurs droits), afin de se rendre réellement compte de la chose : la dictature belge y a installé un laboratoire expérimental de despotisme. Ce n'est pas encore tout-à-fait au point, mais ça avance.

Après la marche blanche, il fut question que la Justice se rapproche du citoyen, mais c'est bien connu, la Justice est lente, alors, pour gagner du temps, quelques citoyens tentent de s'en rapprocher en étant présents au procès de Clabecq. Le huis clos ayant été décrété, les citoyens doivent rester dehors. Ils scandent des slogans, ils chantent... résultat : 48 arrestations dites "*administratives*" (c'est-à-dire sans motif), le 4 mars dernier par la gendarmerie.

Prochaines séances : 1/04, 15/04, 22/04, 29/04, à 9h, au Palais de Justice de Nivelles. Soyons nombreux !

Quelques conseils ! Évitez d'emporter votre agenda ou toute autre liste d'adresses (contentez-vous d'une carte téléphonique avec le numéro de votre avocat, ou celui d'AL, le cas échéant, on fera le maximum) ! En cas d'arrestation, essayez de détendre l'atmosphère en racontant des blagues aux gendarmes. Par exemple, récitez quelques passages de la Déclaration des Droits de l'Homme, vous verrez, ils seront morts de rire ! Refusez toute prise d'empreintes digitales et faites des grimaces si on vous prend en photo ! Ne signez aucun procès-verbal sans y ajouter *lu et pas d'accord*. Il vous est loisible de répéter inlassablement "*je n'ai rien à déclarer*" (c'est la meilleure chose à faire, car toute déclaration peut être utilisée ultérieurement contre vous) ! Si vous êtes victime de brutalités policières, faites constater immédiatement les coups et les blessures par un médecin.

COMPRENNE QUI POURRA.

En lisant la "grande presse", on s'aperçoit que du *Matin* au *Soir*, les journalistes ne cessent de noircir Robert D'Orazio à longueur d'articles et que les seuls propos un peu bienveillants à l'égard de celui-ci émanent le plus souvent de... *La Libre Belgique* (!) *La Libre*, le dernier quotidien francophone de gauche ? On croit rêver ! J'aimerais qu'on m'explique.

À GAUCHE, TOUTE !

À Liège, le Père capucin écolo *Germain Dufour* est une figure emblématique : il donne la soupe aux pauvres, ce qui force l'admiration générale. Il se présente en outre aux prochaines élections, sur la liste... du parti communiste ! Un curé en tête de liste du PC, c'est une première. Don Camillo aurait-il enfin trouvé le moyen de supplanter Peppone ?

ENTARTAGE.

Suite à l'entartage bigrement réussi de Miet Smet (la ministre belge du chômage et des exclusions) par le *Collectif autonome des chômeurs de Bruxelles* et le collectif

liégeois, *Chômeur, pas chien !*, la police bruxelloise a dressé un procès verbal et plainte a été déposée. Criminalisation oblige. De nombreuses personnalités étaient présentes ce soir là sous les lampions de l'hôtel Astoria à Bruxelles, afin de parader dans un gala en hommage à l'injustice économique, et où la ministre remettait le *trophée Marie-Claire* à la meilleure pétasse d'entreprise de l'année. Plusieurs de ces personnalités furent amplement atteintes par des éclaboussures de crème chantilly, notamment Jos Chabert, le ministre CVP bruxellois de l'économie dont le costard en a pris un coup. Aïe ! Dégradation de chemises *Yves Saint Laurent*, de tailleurs *Chanel* et autres foulards *Hermès*, ça risque de coûter bonbon !

BANQUES.

En Belgique, il y a une banque pour 1.000 habitants. Ces saloperies poussent comme de la mauvaise herbe ! En détruisant tout sur leur passage. Le banquier méprise l'être humain. Il lui chie à la gueule en lui souriant mielleusement. Le con dit merci et lui verse son revenu minable. Qu'il crève !

ELECTIONS.

Le 13 juin prochain, le Belge ira d'une fois de plus voter pour le candidat... qui lui ressemble. Qu'il ne vienne pas se plaindre du sort qui lui sera fait par la suite. Rappelons que l'électeur n'est, en somme, qu'un *candidat raté* (Zo d'Axa).

VOTEZ POUR EUX, VOTTEM POUR NOUS !

Mardi 9 mars, le centre d'enfermement pour sans-papiers de Vottem, près de Liège, est entré en activité. Plusieurs réfugiés y vivent dès à présent en captivité. Dès le lendemain de "l'ouverture", une manifestation spontanée, regroupant plus de 200 personnes, s'est formée devant le centre, où seuls trois parlementaires écolos furent autorisés à pénétrer. On notera qu'aucun élu appartenant aux autres formations n'était présent. Tous se réclament pourtant de la *démocratie* de la *justice*, et du *progress social...* et autres idées chatoyantes qui fleurissent abondamment tout au long de leurs discours électoraux dont les résonances sont décidément de plus en plus creuses. Le samedi suivant, une nouvelle manifestation réunissait quelque 600 personnes aux abords du camp de Vottem, sévèrement gardé par un impressionnant et sinistre dispositif de gendarmerie. On a pas eu, ce jour là, à déplorer le moindre incident. Ni à s'en réjouir. Mais d'autres actions sont prévues. Des rassemblements doivent avoir lieu autour des grillages de Vottem tous les mercredi et samedi après-midi.

Ceux qui prétendent encore ne pas être concernés par la question des camps d'internement pour demandeurs d'asile ne se rendent sans doute pas compte que les pratiques immondes que l'on expérimente aujourd'hui sur les sans-papiers toucheront bientôt également les sans-logis, les sans-travail, les sans-le-sou, les sans-gêne, et tous ceux qui, tôt ou tard, finiront par être encombrants pour les *programmes de développement économique*.

Comme chacun le sait, la loi du marché est implacable, personne ne peut s'y soustraire, et le pauvre, parce que sa participation à la croissance économique est d'un trop faible rendement, commet donc une continuelle infraction à cette fumeuse

loi du marché (loi, qui il faut le souligner, ne fut votée par aucun parlement démocratique, mais imposée par la dictature des seigneurs de la finance). Les centres fermés pourraient devenir alors *la solution* (finale ?) à cette pauvreté de plus en plus voyante, de plus en plus dérangeante, et aux problèmes sociaux engendrés par les processus économiques en marche.

Le plus râlant dans tout ça, c'est que la population continue à tolérer aussi passivement cette politique concentrationnaire, digne d'un quatrième Reich, mise en œuvre par le PS-SP... qui risquent d'être réélus !

Gun

*QU'ILS REFUSENT DE VOTER
OU QU'ILS VOTENT,
43 % DES BELGES SONT CONCERNÉS PAR...*

Le vote automatisé

Si les élections pouvaient vraiment changer la vie... Au temps de Coluche, on aurait terminé la phrase en disant... elles seraient interdites depuis longtemps.

Évidemment, ce serait manquer de tact et de subtilité, que de procéder de la sorte à l'époque des OGMs, et du bug de l'an 2000. De plus, aucune commission d'enquête n'a pu prouver jusqu'à maintenant que les élections pouvaient affecter notre vie ; alors pourquoi s'inquiéter de leur fonctionnement ? C'est pourtant ce que nos députés, conseillés par les experts de l'information à la solde du (lire engagés par le) ministère de l'Intérieur, ont fait un beau jour en instaurant le **vote automatisé**.

La belle idée ! Grâce aux bienfaits des technologies modernes, toute une série de problèmes occasionnés par les élections allaient être résolus. Tiens... il y avait donc des problèmes ? Oui, oui. En voici quelques uns, évoqués lors du vote de la loi instaurant le vote automatisé en 1994...

Difficultés croissantes à constituer des bureaux locaux, de plus en plus de gens feraient recours à des certificats bidons pour se soustraire à cette fastidieuse besogne.

Coût des bureaux locaux, mais s'est-on réellement soucié de comparer ce coût à celui de l'installation des systèmes informatiques et de leur entretien et entreposage entre chaque vote (1).

Une volonté de modernité, argument très subjectif. Cette évolution technique devrait plaider en faveur du développement d'une culture référendaire, en facilitant l'organisation des votes.

La loi votée, on passa aux choses sérieuses en utilisant le vote automatisé de manière expérimentale sur 20% de la population en 1994 et en 1995. Comme pour toute expérience, une évaluation aurait été de rigueur, ce que les initiateurs du système se passèrent de faire, malgré une demande de débat dès 95 par un député de l'opposition Écolo. Par contre il fut décidé, pour les élections suivantes (1999) d'étendre le système ; dorénavant 43% des citoyens pourraient profiter des bienfaits de la haute technologie.

Pourtant, pendant la session 98/99 la commission de l'intérieur de la Chambre, chargée de s'interroger sur le dépouillement automatisé (2) a néanmoins permis une certaine évaluation du vote automatisé de 94 et 95. L'avis majoritaire de la commission a été d'en revenir au vote papier, car il permet une vérification manuelle en cas de litige.

Le principe de précaution

Comme pour d'autres grands progrès de notre siècle (nucléaire, OGMs...) on néglige le principe de précaution, qui consiste à ne pas plonger les yeux fermés dans une nouvelle technologie sans avoir mené un débat de fond sur les risques et les implications de ce choix. Comme pour ces autres grands "progrès", des experts attirés se sont penchés sur la question du vote automatisé et ont déclaré, que le système est sans faille et *sécurisé*. Le problème des experts est qu'en se penchant de trop près sur une question, pour en faire tourner à la perfection le moindre engrenage, ils en oublient de prendre du recul pour juger de la qualité de l'ensemble.

Ce qui est très inquiétant dans cette histoire c'est que les questions fondamentales ne semblent pas avoir été posées...

Ce système est-il transparent ? Est-ce que le système garantit que le vote exprimé ne peut être manipulé à l'insu du simple citoyen ?

Est-ce que le citoyen peut participer à son contrôle ?

Si vous acceptez qu'une des réponses soit *Non*, le débat est clos et vous pouvez voter en toute confiance ce 13 juin. Si vous pensez par contre que les deux réponses doivent être positives, alors le vote automatisé pose un problème éthique, un problème de principe... et non "technique".

C'est ce problème de principe que veut mettre en avant Nabil Antoun, de l'association *Pour une Éthique du Vote Automatisé (Pour EVA)* (3). Par une série de

conférences, par des recours juridiques, en écrivant aux députés ainsi qu'aux membres du gouvernement, il essaye d'ouvrir les yeux sur les risques de ce système et sur les principes qu'il bafoue (lire l'encadré *Comment s'opposer au vote automatisé*).

Volonté de centralisation

L'extension du vote automatisé à 43% de la population s'est fait après la Marche blanche. De la même manière que la police unique, la loi sur la Sûreté de l'État, toutes ces décisions et lois ont été entreprises par nos gouvernants en invoquant une nouvelle culture politique.

En fait de nouvelle culture politique, toutes ces réformes vont dans le sens d'un contrôle accru d'une série de leviers de notre société par l'État, et en particulier par le Ministère de l'Intérieur.

Faudrait-il en déduire que nos dirigeants, impressionnés par ces 300.000 citoyens ayant manifesté lors de la Marche blanche de 1996, craignent qu'une prochaine fois, ils pourraient non seulement marcher en silence mais aussi venir exiger de leur rendre des comptes ?

Le vote automatisé

Le vote automatisé consiste à remplacer le bulletin de vote en papier par un écran d'ordinateur. Une fois votre vote effectué à l'écran, il est enregistré sur une carte magnétique, le *bulletin virtuel*, qui est entreposé dans une urne munie d'un lecteur magnétique qui se charge de comptabiliser les votes. Une fois le bureau de vote fermé, les résultats inscrits sur les bulletins virtuels sont transférés sur une disquette qui est transmise au Ministère de l'Intérieur.

Qu'il soit fiable ou pas, la présence d'un système technique entre votre choix et le bulletin virtuel introduit un "langage" incontrôlable par l'électeur moyen. Seule une élite sera capable de vérifier et de surveiller le bon déroulement de l'élection. Une élite constituée de fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et de consultants informatiques.

Cela revient à confier votre choix à un fonctionnaire qui vous garantira qu'il a bien noté votre vote dans un "langage secret" que vous êtes incapable de lire.

Pourtant, en faisant appel au bon sens, on ne pourrait accepter que, lors du vote d'une assemblée souveraine (le peuple dans notre cas), ce ne soient pas des membres de cette assemblée qui dépouillent le vote, sous la surveillance d'autres membres de cette même assemblée. Avec le vote traditionnel, ce principe est respecté car des électeurs pris au hasard se chargeaient du dépouillement. Or, dans le cas du vote automatisé, les bulletins sont recueillis et comptabilisés par une

machine qui transfère ce pouvoir de surveillance des mains du peuple vers celles du gouvernement, à travers ses fonctionnaires de l'Intérieur. En abandonnant le contrôle du vote au gouvernement, les députés vont à l'encontre du principe de séparation du pouvoir législatif et exécutif, inscrit dans la Constitution. En effet, l'élection des représentants du peuple (pouvoir législatif) va dorénavant être sous le contrôle du gouvernement (pouvoir exécutif).

Autre problème, le secret du vote (4). Malgré toutes les assurances fournies par ses concepteurs et ses commanditaires, comment le garantir lorsque on fait recours à un système informatique opaque qui, en plus de sa fonction affichée (enregistrer le vote sur un *bulletin virtuel*) pourrait effectuer des opérations cachées à la vue des votants et des assesseurs des bureaux de vote.

En fait, l'ordinateur qui enregistre le vote pourrait faire n'importe quoi, quelque soient les assurances fournies par ceux qui l'ont conçu. La seule manière d'être certain que le système ne peut faire que ce qui est annoncé serait de disposer publiquement du code du programme. Mais encore faudrait-il avoir les connaissances requises pour le comprendre et le temps de l'étudier, ces deux critères en restreindraient de fait l'accès à une élite ; cela est-il acceptable ?

Enfin après consultation du code, il faudrait être sûr que le code auquel on a accès soit le même que celui utilisé lors du vote...

Toutes ces hypothèses ramènent aux deux exigences essentielles auxquelles une procédure de vote devrait satisfaire :

L'électeur peut-il participer à la surveillance de la procédure de vote ?

Le procédure est-elle transparente ?

Claudio

(1) En tout cas le ministère de l'Intérieur se garde bien de communiquer ce chiffre. Les informations fournies à Pour EVA par des bourgmestres de communes utilisant le vote automatisé montrent que ce système, appliqué à 100% de la population coûterait environ 3,5 milliards de francs belges (le GERFA en 1992 avait évoqué 5 milliards).

(2) Le dépouillement automatisé diffère du vote automatisé. Il consiste à faire *lire* le bulletin papier par un ordinateur, en évitant ainsi de devoir effectuer manuellement le dépouillement.

(3) *Pour EVA*, 104 rue Fransman, 1020 Bruxelles. Tél 075/807460 et tél/fax 02/513.55.25.

(4) Article 62 al.3 de la constitution : Le vote est obligatoire et *secret*.

Comment s'opposer au vote automatisé

1. Organiser près de chez vous des conférences-débats sur le sujet en contactant *Pour EVA*. Des conférences sont déjà prévues aux dates et lieux suivants :

* Mardi 20 avril, à 20h au Kaputt, 12 rue Saint-Quentin, 1000 Bruxelles, 02/230.36.14.

* Jeudi 22 avril, à 20h à Verviers, 12 Place Verte, 4800 Verviers.

* Samedi 24 avril, à 15h au Champ Magnétique, 162 rue du Midi, 02/503.49.32.

* Lundi 26 avril, à 20h au 33 Grand Place, 1348 Louvain-La-Neuve, 010/45.47.06.

2. Écrire au bourgmestre (c'est la commune qui peut accepter ou refuser l'utilisation du système), au Ministre de l'Intérieur (c'est lui qui a proposé et gère l'application du vote automatisé), à des députés fédéraux (ce sont eux qui ont voté la loi et peuvent l'abroger). Des lettres-type sont proposées par *Pour EVA*. Une copie est disponible sur le site d'Alternative Libertaire (<http://users.skynet.be/AL/>). Songez à envoyer copie de vos lettres et d'éventuelles réponses à *Pour EVA*.

3. Rendez-vous aux démonstrations du système organisées par votre commune et questionnez les responsables sur les possibilités de contrôle par la population, sur les garanties fournies.

4. Lors des élections, demandez-vous si il est opportun de voter selon une procédure portant atteinte au principe du contrôle démocratique et de la transparence, et qui de plus crée une discrimination entre citoyens votant avec la méthode classique et ceux votant avec le système automatisé. Informez les autres électeurs en distribuant des informations sur le vote automatisé (contactez *Pour*

EVA à ce sujet).

5. Analysez vos possibilités de recours en annulation sur base de discrimination (Art. 11 de la Constitution : *La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination*).

LES HORREURS MÉDIATIQUES

On ne saura jamais !

Lu dans le *Knack* du 23 décembre 98.

Tout a changé depuis l'évasion de Dutroux

1998 prouve qu'une petite cause peut avoir de grandes conséquences. La relation de Bill Clinton avec une stagiaire de la Maison Blanche pourrait lui coûter la présidence. L'évasion malencontreuse de Marc Dutroux a enfin fait bouger les appareils, jusque là, figés de la justice et de la police.

Ces deux événements, en soi banals, ont été mis par l'hebdomadaire Times à la tête d'une liste des scandales les plus importants de l'année. Les crooked cops (flics ripoux) de Belgique ont peut-être perdu aux yeux des Américains (1) leur dernière parcelle de crédibilité du fait de cette évasion, mais, en définitive, cette évasion a peut-être été pour nous une bénédiction.

En quoi donc ? D'abord, parce que *l'homme qu'on nous a présenté comme ayant joué un rôle important au sein d'un réseau de pédophilie internationale, avec pour clients des gens "haut-placés", n'a pu que se terrer sans espoir dans le bois de Neuchâteau. C'est là qu'il s'est fait reprendre, seul et abandonné de tous, par un simple garde forestier. Donc, Dutroux est un prédateur isolé non protégé.*

Ensuite, ce contre quoi des avertissements répétés, le meurtre des fillettes et la marche blanche n'ont rien pu faire, est soudain devenu possible : les partis politiques, effrayés, s'entendirent enfin sur-le-champ pour réformer la justice belge.

Si leur soudaine entente motivée par le choc de l'évasion de Dutroux pourra résoudre effectivement les problèmes de la justice belge, cela reste à voir.

Autrement dit, ne cherchez plus à vous décoller de la télé et sortir en rue avec vos ballons blancs : le hasard et les partis politiques font les choses à votre place. En fait, ils ne font rien, vous annoncera-t-on le mois prochain ; mais il suffit que vous soyez convaincu de ne pas pouvoir en faire davantage.

Vraies et fausses maffias

Il était grand temps de réformer la justice belge. La Commission du sénat qui étudie la criminalité organisée a démontré, il y a deux semaines, qu'il y avait effectivement, dans notre pays, différentes sortes de maffias, contre lesquelles notre pays ne pouvait pas réagir, ou difficilement. Nous le savions déjà, puisque, lors de la sortie du livre de Chris De Stoop, "Je suis fabriquant de hash", le parquet anversoisa fait savoir qu'il était impuissant contre un tel commerce illégal et ramifié.

Détail piquant : les magistrats internationaux, qui entendent coordonner les enquêtes relatives à la criminalité organisée, ont été trop longtemps accaparés par les histoires des témoins X. Pendant qu'ils étaient en train de poursuivre un fantasme, la mafia détournait des dizaines de milliards...

Menace ?

La vague de car-jacking et de home-jacking durant l'année écoulée donne l'impression que personne n'est en sécurité nulle part. Cela ne veut pas dire que tout le monde est vraiment menacé mais que beaucoup de gens se sentent menacés. Si aucune réponse n'est donnée par les pouvoirs publics à ce sentiment, cela engendrera rapidement un climat de terreur dans lequel la démagogie du commissaire Demol fera mouche. Heuuuh, ai-je bien entendu ? Un climat de terreur peut être engendré rapidement dans notre pays, nous assure-t-on, si on ne laisse pas les partis politiques et les flics élaborer leur énigmatique conception de la sécurité. Menace ?

Conclusion unique

Lors des élections du 24 novembre 91, le problème de la sécurité sous toutes ses formes se trouvait au sommet de la liste des griefs de l'électeur contre le monde politique. (Ah bon ? Je croyais que c'était le problème social.) Sept ans plus tard, rien n'a été fait pour rencontrer cette préoccupation. Cependant, la réforme de la justice est en cours et, début janvier, nous seront exposées les réorganisations de la police. En ce début d'une longue campagne jusqu'aux élections du 13 juin, le thème deviendra déterminant. Plus de sécurité ne signifie pas nécessairement plus de police (...) Les plans de sécurité et la polémique qu'ils soulèvent sentent les élections, les grands mots et puis après plus rien. La police belge compte des effectifs suffisants et tous ne sont pas des ripoux. La commission Dutroux a montré ce qui ne va pas, et où. C'est un problème de mentalité, d'état d'esprit, ainsi que de contrôle politique (pas citoyen) sur la manière dont fonctionnent les institutions. Il est remarquable qu'après le rapport du sénat, plusieurs services des pouvoirs publics veulent soudain travailler ensemble pour résoudre le problème de la criminalité organisée. S'ils reprennent goût à leur travail, la petite cause (l'évasion

de Dutroux) *aura eu des effets très bénéfiques et d'une grande importance...* Etc, dans un style volumineux et long, pour que ce qui précède s'y fasse oublier et prenne fonction de messages subliminaux ; en particulier la menace, le chantage à la sécurité.

Alors, d'une semblable conclusion nuancée jusqu'à l'abstraction et ronflante de paternalisme sage, choit la quintessence, le saint des saints de la pensée unique : *On ne saura jamais.*

Cécily Falla

(1) Mais que viennent faire les Américains là-dedans ? 95% des citoyens des USA ne savent pas où se trouve la Belgique et supposent qu'on y parle le belge. A quels 5% d'Américains éclairés l'éditorialiste fait-il allusion ? Aux envoyés d'Unisys et d'autres multinationales qui étudient les manières d'apprendre la civilisation aux *tribus* européennes ?

COMMUNIQUÉ DES COMITÉS BLANCS

LOUBNA

L'escamotage du débat public

Ce 4 mars 1999, la Chambre des Mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles a décidé de l'internement immédiat de Patrick Derochette, "assassin présumé" de la petite Loubna Benaïssa.

Cette décision escamote toute possibilité, pour les parties civiles comme pour la défense, de mener un vrai débat public approfondi, notamment, sur la question de l'internement. La procédure exercée devant une juridiction d'instruction est expéditive alors qu'un débat devant la Cour d'Assises aurait permis, de refaire une instruction orale et publique, et de réinterroger les témoins et les experts devant un jury. La question de la responsabilité ou de l'irresponsabilité devait être posée. L'internement aurait pu intervenir après un jugement en Cour d'Assises.

Lorsque l'on dit qu'il fallait s'opposer à toute pression populaire, et que la justice n'a pas besoin d'être transparente pour être bonne, nous posons la question de savoir si c'est bien de la population que sont venues les pressions sur la magistrature assise, au moment de cette décision, et quelle est la finalité de la justice par rapport à la société dont elle a reçu sa mission, au moment où systématiquement il y a une volonté manifeste, depuis plusieurs années, d'éviter au maximum les Cours

d'Assises. Le secret de l'instruction ne peut se justifier que si s'accompagne de son indispensable corollaire : la possibilité d'un débat approfondi en audience publique devant une juridiction de jugement.

En maintenant le poids du secret de l'instruction qui empêche que l'opinion publique soit éclairée sur les questions fondamentales des complicités dans ce comportement pédo-criminel et meurtrier, la notion d'irresponsabilité risque de s'étendre à la société elle-même, alors que les errements de la première enquête ne sont toujours pas reconnus ni sanctionnés par les système judiciaire lui-même.

Qu'en est-il du témoignage d'une personne donnant un numéro de plaque de voiture dans laquelle elle dit avoir vu Loubna le 18/08/92 ?

Quand la fillette est-elle morte exactement ?

Comment le corps de Loubna est-il resté cinq années dans la cave de la famille Derochette sans que personne ne s'en aperçoive ?

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que l'étouffoir judiciaire a fait son œuvre. Les nombreux témoignages affirmant que Dutroux et Nihoul avaient été aperçus à la station Derochette n'ont pas été explorés plus avant. Les pistes pouvant mener à établir des liens entre Derochette et d'autres pédo-criminels n'ont pas été explorées comme elles auraient dû l'être.

En 1986, après la séquestration et le viol de très jeunes garçons, Derochette avait déjà été fait l'objet d'une mesure d'internement. Cela s'est résumé pour lui à cinquante cinq jours après quoi il fut libéré sous conditions ; en 1992, peu avant le drame, une commission de défense sociale mettait fin à toutes les conditions, considérant qu'il était (re)devenu responsable de ses actes. Comment, dès lors, expliquer qu'il soit retombé dans la folie juste au moment de l'enlèvement de Loubna ?

Concernant les rapports psychiatriques, ils sont établis par des psychiatres au moyen de concepts développés par la science psychiatrique. Or la loi de défense sociale qui énumère les critères permettant l'internement, se base sur des concepts juridiques (état de démence ou état grave de déséquilibre mental). Dans la mesure où il n'y a pas d'adéquation entre les termes de la loi et les constatations psychiatriques, le juge ne peut être "lié" par les conclusions des experts qui n'ont pas de compétence juridique.

D'autre part, à la demande de la défense, un expert a produit un rapport de "synthèse" qui atteste qu'aucun spécialiste n'a décelé chez Derochette des pathologies graves. Son QI est certes bas mais il n'atteint pas le seuil de la débilité. Rappelons qu'il a été capable de mener une vie professionnelle et familiale "normale".

Ce 4 mars 1999 sera un jour tristement historique pour la Belgique car le pouvoir judiciaire a adressé une fin de non-recevoir, péremptoire et sans appel, aux interpellations de tout un peuple. Celui-là même qui avait envahi les rues de Bruxelles un 20 octobre 96. Celui-là aussi qui a accompli une marche gigantesque contre la loi du silence le 15 février 98.

Réseau des Comités blancs
73 rue de Flandre
1000 Bruxelles

CHÔMEUR, PAS CHIEN
LA SANCTION DE LEYLA...

Voyage en absurdie

*Toute ressemblance avec des faits réels
est purement volontaire...*

Il apparaît d'une enquête effectuée par l'ONEM que depuis le 1er mars 1997 jusqu'au 27 octobre 97, votre résidence habituelle se situait dans le ressort de la commune de Bonheur et non dans celui de Dispute où vous suiviez le contrôle des chômeurs. Vous n'aviez pas fait la déclaration de votre changement de résidence [...] Pour pouvoir bénéficier des allocations, le chômeur doit se présenter au contrôle des chômeurs dans la commune de sa résidence habituelle (article 71, alinéa 1er, 2E de l'arrêté royal du 25 novembre 1991) [...] Le chômeur qui a perçu ou peut percevoir indûment des allocations du fait qu'il a fait une déclaration inexacte ou incomplète, ou a omis de faire une déclaration requise ou l'a fait tardivement, est exclu du bénéfice des allocations de chômage durant une semaine au moins à treize semaines au plus (article 153, alinéa, 1er, de l'arrêté royal précité). Toute somme indûment perçue doit être remboursée (article 169, alinéa 1er, de l'arrêté royal précité).

Pour ces motifs, je décide...

De vous exclure du bénéfice des allocations à partir du 1/03/97 jusqu'au 27/10/97

De vous exclure durant 7 semaines

De récupérer les allocations indûment perçues, une somme de 250.000 francs.

Leyla est chômeuse avec le statut de chef de ménage car elle a sa sœur, aux études, à charge. Elle vit dans un appartement dont son père est propriétaire, lui il vit ailleurs. Les rapports avec le père ne sont pas simples. La mésentente s'installe et

Leyla décide de préparer un éventuel déménagement. Elle loue un appartement dans la commune voisine, mais continue de vivre dans celui de son père. Elle espère que les choses vont s'arranger. Elle a un bail en bonne et due forme, paie le loyer et les charges, chez son père elle n'a que les charges à payer. Elle tergiverse plusieurs mois, mal informée par le syndicat et le bureau de pointage de sa commune, elle croit qu'il faut attendre que sur sa carte d'identité figure son nouveau domicile avant de déclarer le changement à l'ONEM et ainsi changer de lieu de pointage. Seulement, l'agent de quartier, lui, il n'est pas pressé de venir constater son déménagement, qui est définitif.

Les choses ne se sont pas arrangées avec le père, c'est la rupture.

Un beau matin, une inspectrice zélée débarque au nouveau domicile de Leyla. Elle est toujours en pyjama, et la reçoit sans penser à mal. Elle lui dit qu'elle habite effectivement bien là, montre le bail daté, signe la déclaration comme quoi elle vit là depuis le début du bail, ce qui est faux, et les ennuis commencent. A l'audition, elle dit au délégué syndical de se taire, elle choisit de se défendre seule parce qu'elle a le sentiment qu'il ne lui est pas favorable. Après la sanction, elle demande au service droit social de son syndicat d'introduire un recours contre la décision. On lui répond d'amener "toutes les preuves" pour son cas, puis on verra. Elle insiste qu'on introduise le recours et qu'elle aura ainsi le temps pour recueillir le maximum d'éléments pour étayer le dossier de l'avocat. Hélas, le syndicat laisse courir, ne lui fait pas signer la procuration nécessaire pour la représentation par le syndicat, estimant sans doutes le "cas" de la jeune fille indéfendable, ou peut-être leurs avocats sont-ils débordés. Le délai de recours est donc dépassé (3 mois), et Leyla est maintenant sommée de rembourser un quart de millions par l'ONEM. Un jeune et sémillant avocat engagé tente de trouver une faille dans le dossier pour contester l'acharnement de l'ONEM à foutre Leyla dans la dèche. La situation familiale de Leyla reste inchangée, elle a droit au chômage comme chef de ménage parce qu'elle a sa sœur à charge. La législation chômage sème les embûches, de sorte que la vie privée du chômeur sert de base à des sanctions aveugles, "administratives", qui tombent comme un couperet.

Corine Barella

**Un chômeur averti
en vaut deux !**

Pour débusquer tous les
pièges à c...,

une équipe d'activistes sans
emploi,
pour la plupart, s'est
constituée
et se forme à la législation
sociale
(chômage-minimex)
en vue d'informer
les chômeurs et minimexés
mais aussi de faire pression
pour changer les lois injustes.

À Liège

Espace-rencontre entre 12 et
14 heures
le 1er mercredi de chaque
mois
au Carlo Levi, 48, rue Saint-
Léonard,
4000 Liège
(bus 1 direction Coronmeuse).

*ACTION
DES COLLECTIFS AUTONOMES DE CHÔMEURS*

**Entartons
la Ministre
qui nous prend
pour des cons !**

**Ce 8 mars, journée internationale des femmes
était l'occasion pour la *Ministre du Chômage,
de l'Exclusion et de l'Inégalité des chances,*
Miet Smet de remettre le prix *Marie-Claire*
de la femme de l'entreprise de l'année.
Et donc aussi pour nous, chômeuses et chômeurs,
de manifester notre colère quant à la politique
d'exclusion que mène son gouvernement...**

Lieu de l'action : Hôtel Astoria, rue Royale, Bruxelles peu après 20 heures. *Groupe d'intervention* : 50 personnes membres actifs et solidaires des *Collectif Autonome de Chômeurs* (CACH) de Bruxelles et *Chômeurs, pas chiens !* de Liège.

Déroulement de l'action

C'est en chantant et en ordre de grandeur, que les cinq contrôleuses zélées de l'ONEm sont venues dire à la *Ministre du Chômage, de l'Exclusion et de l'Inégalité des chances* qu'elles méritaient elles aussi une récompense pour bons et loyaux services. Entrées par la grande porte jusqu'à la luxueuse salle des fêtes de l'hôtel Astoria de Bruxelles, une salle bondée - que du beau monde endimanché -, les cinq "Miss", chignon strict, vêtue sobrement - comme il sied à leur fonction - une brosse à dent : dans le chignon, le nœud pap, ou en pochette, arborant fièrement leur bandeau jaune de Miss : *Miss Exclusion, Miss Perquisition, Miss Sanction, Miss Radiation*, entonnaient en cœur ce refrain...

*Ave Madame la Ministre
Nous sommes vos collaboratrices
Nous sommes les Miss Exclusions
Qui adorons notre mission
Nous avons exclu plus d'chômeurs
Que nos collègues les inspecteurs
Et nous espérons de tout cœur
Une récompense pour notre ardeur
Nous savons que vous estimerez
Nos chiffres d'exclusions élevés
Et que vous remettrez à vos fées
Une médaille bien méritée*

La Ministre Miet Smet venait tout juste de remettre le prix Marie-Claire et était alors assise au premier rang dans la salle. Les entarteurs suivaient de près nos cinq "Miss" qui montèrent sur l'estrade devant les lauréates. La première tarte fut portée par une chômeuse en colère et très rapidement une nuée de crème fouettée se

répandit sur et autour de la Ministre. Les chômeuses et chômeurs ont alors lancé leur cri de guerre : *Qui sème la misère, récolte la colère*. La Ministre s'est alors enfuie par la porte de secours toute proche. L'action accomplie, le groupe est sorti calmement, comme il était entré, par la grande porte.

Revendications

Un tract a été distribué au moment de l'action dont voici le contenu...

Chômeuses et chômeurs en colère !!!

Il y a trois sortes de chômeurs, prétend notre ministre, les fraudeurs, les chômeurs en difficulté - les femmes seules avec enfant - et les innocents, ceux qui cherchent vraiment du travail et n'en trouvent pas. Miet Smet, quelle femme tu fais ! Quelle Mme Thatcher tu nous joues, quelle entreprise tu mènes, femme pressée, militante quotidienne de l'inhumanité... Tandis que tu pavoises dans des galas écœurants, que tu distribues des trophées aux gagnantes de ce monde, à celles qui comme toi ont choisi la rentabilité, la compétition, la réussite (a)sociale à tout prix et le fric comme seule valeur, les femmes sont en premières ligne face à la politique d'exclusion que tu mènes : à elles les demi-salaires, les temps partiels, les boulots de domestiques en ALE pour 150 fb de l'heure.

Ainsi vous travaillez activement au maintien et au renforcement des privilèges des dominants. Votre compte en banque se porte à merveille tandis que le nombre de chômeuses et de chômeurs augmente. Vous nous offrez comme seul butin des lois répressives, le viol de nos vies privées, le contrôle de nos temps de vie, des formations bidons qui ressemblent à des lavages de cerveaux, la destruction de la sécurité sociale, des travaux à temps partiel où les femmes restent largement les premières victimes de l'oppression salariale.

La logique du marché et ses dogmes (la précarisation et l'appauvrissement du plus grand nombre et des femmes en premier lieu) voudraient nous faire porter le poids d'une "crise" abstraite alors que si crise il y a, elle dépend directement d'inégalités strictement entretenues dans la répartition des richesses.

Nous nous opposons à cette logique de mise en concurrence et de broyage de toutes les formes de solidarité collective qui met en péril vos privilèges, s'exerce du nord au sud, entre les peuples, entre les travailleurs avec ou sans contrat fixe, contre les chômeurs "armée de réserve" du patronat.

Cette manière de faire s'exprime donc aux différents échelons, de ce que vous appelez mondialisation de l'économie. Elle se répercute comme un écho de la commission européenne à l'office gérant le stock d'unités superflues : *il faut adapter des mesures pour inciter les chômeurs à travailler par des contrôles administratifs et par la pression sociale* nous dit la première (Commission

européenne 25 février99) et *il faut créer un climat qui décourage l'usage impropre* répond la seconde (rapport annuel de l'ONEm 1997).

Bref, l'ombre de la main répressive de l'ONEm plane sur nous, guettant nos moindre pas en marge. Les sans-emploi sont des individus contrôlés, sous surveillance. Aie le malheur de faire l'amour avec un homme/femme dans ton lit, d'accueillir un ami alors que tu es déclaré isolé, et tu verras comment la main peut frapper !

Aie l'idée de produire un travail matériel ou immatériel, de créer, de penser, un autre monde possible que celui de la culpabilisation et de l'assistanat du chômeur et tu verras la main de l'ONEm, partie intégrante de la pensée unique, te retirer tout ce que tu pouvais espérer devant les yeux vitreux des syndicats qui participent à l'étouffement des cris de leurs affiliés.

C'est contre cet état de chose, contre les exclusions de chômeurs et toutes les autres formes de discriminations économiques,

Pour un droit, celui de la liberté de disposer de son temps, son corps, et de sa pensée. Pensons le chômeur non pas comme un raté, un perdant, un parasite, ou une simple unité statistique mais comme producteur de richesse et de savoir.

C'est pour le droit à la vie, dans des conditions normales et le partage des richesses que nous répondons en ce jour d'anniversaire par l'absurde et la bouffonnerie, mais sachez - le bien, votre politique ne nous fait pas rire.

Corine Barella

**Collectif
Autonome
de Chômeurs
02/539.04.55
02/420.77.95**

**Chômeurs,
pas chiens !
04/344.58.88
04/342.01.58**

MOUVEMENT DES SANS-PAPIERS

**Dimanche
25 avril
à Bruxelles
Manifestation nationale
pour la régularisation
des sans-papiers,
contre les centres fermés
et contre les expulsions**

À la mort de Semira, le gouvernement et son ministre de l'Intérieur, promettaient des mesures d'humanisation de la loi sur les Étrangers, de transparence de ses procédures, de souplesse dans les décisions sur les demandes d'asile et de régularisation, de respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine.

Ce chœur de "plus jamais ça" s'est révélé n'être dans les faits que de confortables déclarations d'intention. En quelques mois, le dispositif sécuritaire s'est encore durci : renforcement des effectifs de la gendarmerie à l'aéroport, maltraitances et tabassages dans les centres fermés, poursuite des expulsions forcées, répression accrue envers ceux qui s'opposent à cette politique et à ces pratiques...

Après plus de 140 jours d'occupation, les seules réponses obtenues aux demandes de régularisation des sans-papiers sont des arrestations, des incarcérations et des expulsions. La commission d'évaluation des expulsions recommande l'affrètement d'avions privés pour ceux qui s'opposent à leur expulsion. Incitation à la lâcheté tranquille : *Ce que nous ne pouvons faire humainement nous ne le ferons plus devant vous*, la terreur s'opérera à huis-clos, invisible donc inexistante.

À quelques semaines des élections, il nous paraît important de renforcer la question à l'ordre du jour politique. Nous voulons réaffirmer notre résistance et notre soutien aux occupations des sans-papiers.

Collectifs contre les expulsions

Le dimanche 18 avril à 14h, le *Mouvement National pour la Régularisation des Sans-papiers* organise des manifestations-happening à Bruxelles, Anvers, Gand, Verviers, Liège, Charleroi, Mons, La Louvière, Seraing et Hasselt. Il vous est proposé de manifester autour des symboles suivants. Un mur (en dur ou symbolique) à construire dans un endroit public et symbolisant le refus actuel en matière de régularisation, les murs de la forteresse européenne à abattre en fin de manif. Une cellule qui symbolise tant "la cellule régularisation" dont les décisions sont arbitraires, que "les cellules de détention" et donc notre revendication de moratoire contre les expulsions.

Folie de classe

La famille

Âgé alors de huit ans, diagnostiqué "prépsychotique" et hyperkinétique, Louis se présente à l'Antenne 110 avec sa maman. Louis pousse devant lui un landeau contenant un ballon de foot-ball. Sa mère, accoutrée "sport" [...] est une passionnée de ce sport : avant la naissance de Louis, elle suivait les déplacements de son équipe favorite à travers toute l'Europe ; désormais, elle se résigne à les suivre à la TV... Même si l'enfant se prénomme comme son joueur préféré, la maman ne semble pas l'investir d'un désir singulier [...] La poussette contenant un ballon de foot-ball attestera que l'enfant se met à la place désignée par le message brut de sa mère [...] Des troubles dans l'écrit et les opérations arithmétiques scelleront trois ans plus tard le diagnostic de psychose (Courrier de l'Association de la Cause Freudienne, mars 1999).

Je l'ai déjà vue quelque part cette famille, mais où ? Partout. Elle est d'actualité.

Le psy

"Qu'en est-il du père?". "Il n'y a pas de père", répond-elle. "Ce n'est pas possible!" riposte-t-il. "Il est mort" dit-elle pour clore péremptoirement la discussion. [...]

Dès ce moment, Louis a compris que si son père est mort... c'est qu'il a existé! Il construit alors [...] des romans familiaux expliquant la mort du père et adressera à l'équipe des demandes [...] d'amour [...].

Trois ans de travail ont permis au sujet de réintégrer l'enseignement spécial et d'apprendre un métier ; la maman se présente désormais en jupes...

À cette actualité, le psy ne me paraît pas répondre comme on le devrait. Je vais tenter d'expliquer en quoi.

Folie de classe

Question particulièrement sensible dans la région en voie de désindustrialisation de Charleroi, désindustrialisation qui marginalise réellement une partie (déjà marginalisée psychiquement) importante de la population, comment font ces centaines de sujets psychotiques non décompensés pour construire et faire tenir leurs suppléances?

Je n'en sais rien mais je retiens que c'est l'industrialisation et non le chômage qui a marginalisé psychiquement toute une population. Autre idée importante : des conditions sociales et contingentes sont capables de multiplier les occurrences de "psychose non décompensée".

Qu'est-ce que la psychose exactement? Cela a-t-il quelque chose à voir avec le père, le père symbolique, le manque de quelque présence paternelle, masculine, bienveillante ou sévère ? On le dit, mais je ne le pense pas.

La psychose serait plutôt, selon moi, l'identification de soi et d'autrui à un idéal impossible, inaccessible, qui prive de sens et d'intérêt la vie quotidienne. Ainsi, dans l'exemple, mère et enfant s'identifient au foot. Hors du foot, ils se sentent insignifiants. Ils n'ont pas d'intérêt envers eux-mêmes, ni par conséquent envers le petit semblable qui est à leurs côtés.

La psychose est le poids d'un idéal abstrait qui empêche toute relation humaine.

Nous en arrivons à l'attitude du psy. Le changement de définition de la psychose met en évidence qu'en jouant le père, il n'a pas rompu avec l'aliénation psychotique. Il n'a fait que remplacer l'amour du foot par l'amour du savoir énigmatique, hors de portée, détenu par l'universitaire. Sous la férule de ce savoir désormais admiré par Louis et sa mère, s'ouvre la voie d'une bien fragile prolétarianisation de Louis. Cela ne met pas fin à la "marginalisation psychique".

Or, presque tout l'enseignement actuel agit comme le psy. Sur un fond de théorie économique aussi sacré qu'incompréhensible, on entreprend

de prolétariser une génération de jeunes dans un monde où n'existent plus ni le prolétaire méritant ni son indissociable corrélat, le patron paternaliste. On peut même se demander s'ils ont jamais existé, s'ils ne sont pas une fiction projetée dans le passé. Mais que la belle relation entre le patron paternaliste et le prolétaire méritant soit un idéal caduc ou inexistant, elle est de toute façon impossible à vivre dans la réalité.

Presque tout l'enseignement se faisant au nom de cette imposture, c'est la violence des élèves qui y répond. Comme par hasard, la violence est la plus fréquente là où l'enseignement prétend prolétariser les fils et les filles d'ex-prolétaires. L'agressivité qui répond à un tel enseignement risque de compromettre l'aculturation elle-même, tout comme la psychose de l'enfant compromet son apprentissage de l'écriture et du calcul.

L'enjeu post-industriel

Après que l'industrialisation ait marginalisé psychiquement, la désindustrialisation marginalise matériellement ; et sur cette marginalisation matérielle, la vie psychique tarde à renaître. Elle renaît pourtant. Ici et là, de plus en plus, le recul du salariat entraîne un regain de vie sociale entre "exclus" usant de tout le temps retrouvé pour construire leur propre culture matérielle et immatérielle, défendre leurs nécessaires réappropriations (squats, transports gratuits et autres désobéissances civiles, coopératives...) et célébrer leurs fêtes.

La vie psychique envahit les décombres industriels telle une végétation... folle. Or, c'est la végétation folle qui donne les augustes forêts. Les augustes forêts sont de la végétation folle qui dure depuis très longtemps.

Le mieux que les institutions réinsérantes et paternalistes de tout bord pourraient faire est de se taire, afin que les gens commencent à entendre le son de leur propre voix. Le mieux qu'elles pourraient faire est de donner ce qu'elles ont à donner sans attendre rien en retour, afin que les bénéficiaires en fabriquent mieux que ce qu'elles peuvent

imaginer, mieux que ce qu'en attend le grand manque d'imagination de la société industrielle.

Il s'agit en particulier de laisser les allocataires sociaux retrouver les relations humaines que le monde du travail avait perdues, au lieu de leur asséner comme par jalousie des statuts de nouvelle domesticité.

Pendant ce temps, d'autres friches industrielles demeurent sous l'emprise du paternalisme, avec la honte de soi des "pauvres" et des "assistés", leur fausse influençabilité par un discours du travail qui leur est étranger, la violence sans mots qu'ils opposent aux mots dépourvus de sens, le manque de relations sociales horizontales. Quel traumatisme collectif que l'aventure prolétarienne!

Patience...

Cécily

CHARLEROI (SUITE)

***Les exclus
et moi et moi et moi ...***

AL vous invite à participer
à la troisième rencontre
le vendredi 23 avril à 20h
à l'*Écho des Chavannes*,
rue Chavanne, Charleroi.

Infos : Cécily 071/32.61.37

Les Femmes en Noir appellent à manifester pour une véritable politique d'accueil et d'asile !

Qui sont-elles ?

Les *Femmes en Noir* constituent un réseau international informel où des femmes s'engagent à titre individuel, unies par des idéaux de pacifisme, de féminisme et de multiculturalisme. Elles contestent leur propre gouvernement lorsqu'il mène, soi-disant au nom de la "communauté toute entière", des politiques destructrices et meurtrières.

Rappelons-nous : les *Folles de Mai* qui ont tourné pendant des mois sur la grand-place de Buenos-Aires pour réclamer des nouvelles de leurs enfants disparus, les *Femmes en Noir* israéliennes qui ont manifesté pour que cesse l'occupation des territoires et tissé des liens d'amitié avec des femmes palestiniennes, les *Femmes en Noir* de Belgrade qui, malgré les risques, ont mis en cause leur gouvernement, protestant chaque mercredi contre la guerre, contre le viol dans la guerre, contre le nationalisme et contre la purification ethnique tout en renforçant le réseau de solidarité avec les femmes de Croatie, de Bosnie, de Slovénie, du Kosovo, du Monténégro...

En Belgique, le mouvement des *Femmes en Noir* est né le 11 novembre 1993, *Journée nationale des Femmes*, en solidarité avec les *Femmes en Noir* de Belgrade. Les *Femmes en Noir - Belgique* ont manifesté pendant plusieurs mois dans plusieurs villes du pays et à Bruxelles, ensemble, le 8 mars 1994 et 1995, *Journée Internationale des femmes*, contre les violences et la politique européenne en ex-Yougoslavie.

**Les Femmes en Noir-Belgique
sont à nouveau dans la rue**

Si vous êtes passé(e) place de la Monnaie un de ces derniers mardis entre 12h.30 et 13h.30, vous n'avez pas pu manquer de voir des *Femmes en Noir* tenant des calicots et distribuant des tracts expliquant leur action. Jusqu'à la première manifestation en tant que *Femmes en Noir*, nous avons, comme toutes les personnes indignées par la politique belge à l'égard des personnes demandeuses d'asile, participé aux manifestations de protestation contre leur exclusion et leur expulsion et apporté notre soutien aux mouvements des sans-papiers ; mais, alertées par des femmes du *Collectif contre les expulsions* de la situation particulièrement critiques des femmes dans les centres fermés, nous nous sommes réunies et avons décidé de mener une action spécifique.

Ainsi, depuis le 22 décembre, des *Femmes en Noir* manifestent à la fois pour exprimer leur opposition à la politique belge et européenne en matière d'accueil, pour dénoncer la violence et l'hypocrisie des autorités envers les demandeurs d'asile, mais aussi pour souligner l'absence de réflexion et de prise de position, même dans les groupes de pression, concernant les problématiques qui touchent plus particulièrement les femmes demandeuses d'asile.

Pourtant, direz-vous, la violence des (certains) gendarmes envers les femmes, celle qui a provoqué la mort de Semira Adamu, la fausse couche de Blandine Kaniki et aujourd'hui la terreur de Fatimata Mohamed, a été largement médiatisée. Oui, c'est vrai, la violence envers les femmes dans les centres fermés et lors des expulsions a été dénoncée dans tous les médias.

Par contre, la dimension collective de la violence spécifique faite aux femmes dans les pays qu'elles fuient, le caractère politique de cette violence dont le but est de maintenir, quelle qu'en soit la forme, la domination des hommes sur les femmes, n'a pas été reconnue et certainement pas reconnue comme donnant droit au statut de réfugiées politiques ou, même, tout simplement, de réfugiées.

Ainsi il peut encore paraître aberrant actuellement, dans notre pays, que des femmes demandent l'asile politique pour échapper aux mariages forcés, pour empêcher l'excision de leurs filles, pour fuir la misère dans laquelle les plonge la répudiation, pour échapper à la violence conjugale, tous actes encore légitimes dans certains pays.

Sans parler des actes illégitimes...

En plein paradoxe...

Je vais tenter d'exprimer (à vous, mais aussi à moi-même) ma double position en ce qui concerne les personnes demandeuses d'asile.

D'une part, je ne fais pas (trop 1) de hiérarchie quant aux raisons (politiques, économiques, sociales...) qui conduisent les hommes et les femmes qui n'ont

commis aucun délit à venir chercher asile chez nous, et d'autre part (ou plutôt en même temps) j'estime qu'il est de mon devoir de dénoncer (parce que je sais qu'elles existent) les raisons spécifiques (toutes de l'ordre de la violence dont, indépendamment des violences légales sus-citées, le viol de guerre, la prostitution forcée, la traite des êtres humains, le travail domestique clandestin...) qui sont (souvent) à l'origine de la demande d'asile des femmes. Or, plutôt que de protéger ces femmes, notre gouvernement les expulse ou, hypocritement, les renvoie à la clandestinité et nous ne savons que trop bien (notre gouvernement aussi !) le sort qui leur y est réservé...

Fanny Filosof

Les femmes en noir
c/o Bérangère Claessens
29 rue Blanche - 1050 Bruxelles
Téléphone 02/538.47.73
Télécopie 02/539.10.38

**ACTION MONDIALE
DES PEUPLES
CONTRE LE LIBÉRALISME**

La Caravane Intercontinentale

**La modernité apparaît
comme un slogan électoral porteur.**

Derrière ce concept creux se cachent une réalité plus subtile et une évolution de la société - ou des velléités de la faire évoluer - qui n'ont rien de "modernes".

De nouveaux organismes internationaux entendent régir les règles des échanges commerciaux de par le monde. L'OCDE (*Organisation pour la*

Coopération et le Développement Économique) a servi de cadre à des négociations débouchant sur l'AMI (*Accord Multilatéral sur l'Investissement*) qui tend à réduire les interventions des collectivités au profit de l'investissement privé. Ce type d'accord aura comme effet d'accentuer les traits dominants de notre modèle économique asservissant les nations aux intérêts privés. La diminution du rôle des collectivités ne s'accompagne cependant jamais d'un regain des libertés individuelles ou créatives puisqu'elle se fait au profit de l'investissement privé qui accentue les dépendances économiques des plus faibles envers les plus puissants.

La politique "moderne" à l'échelle mondiale dissout les législations existantes défendant les droits des plus faibles ou leurs conditions de vie, leur environnement.

Les tenants du pouvoir économique entendent maximaliser leurs plus-values dans un cadre qui leur soit le moins contraignant possible. Cela se fait avec l'assentiment - voire sous la férule - de diverses organisations internationales dénuées de toute légitimité démocratique.

Les conséquences perceptibles du néolibéralisme affectent de manière dramatique les conditions de vie d'une part croissante de la population humaine. L'agro-industrie paupérise les petits paysans par sa politique de maximalisation des profits. Cette politique implique en effet des marges bénéficiaires plus larges, et, de ce fait, un travail agricole sous-payé. Les profits de l'agriculture provoquent aussi une baisse de qualité des produits proposés. Pour être toujours plus rentable, tout est bon : les biotechnologies augmentent les rendements sans qu'aucune étude d'impact pour la santé n'ait pu être faite.

La multinationale Monsanto (voir par ailleurs dans ce numéro), par exemple, a racheté le brevet d'un gène appelé le *Terminator*. Ce brevet constitue l'aboutissement d'un long processus de confiscation du vivant. La technologie consiste à introduire un transgène tueur qui empêche le développement du germe du grain récolté. La plante pousse dans des conditions habituelles mais produit un grain stérile.

L'agriculteur est ainsi obligé de racheter chaque année les graines qui lui permettront une récolte suffisante. Monsanto réussit donc, par le biais du brevet *Terminator*, à se glisser entre la plante et sa reproduction par la graine. Les premières variétés de coton *Terminator* seront commercialisées en 2002.

Outre le fait que les modifications transgéniques ne sont finalement qu'un moyen pour augmenter faramineusement ces bénéfices, il n'existe aucune garantie quant à la santé publique et l'environnement.

La mondialisation affecte également la culture et l'éducation. Cette dernière devient soit un objet de profit commercialisé soit une arme aux mains de gouvernements souvent attentifs à la société moderne pour promouvoir le système en dépit de ses iniquités.

Le souci de promouvoir des intérêts économiques dans le domaine de la culture oblige les bailleurs de fond à financer des produits "culturels" susceptibles de générer des profits élevés. Cela diminue la qualité des productions culturelles puisqu'elles doivent plaire au plus grand nombre, qu'elles doivent pouvoir être appréciées par tous. La culture pour être rentable doit se faire simple et accessible, tant au niveau des affects mis en jeu qu'au niveau des codes utilisés. Le néolibéralisme appauvrit donc les représentations mentales en imposant une culture qui confine sa créativité au plus petit commun dénominateur. Par peur de l'original ou du bouleversant, on verse dans l'insipide... et ça marche.

Dans un contexte où l'investissement est favorisé et où les pauvres sont moins défendus, l'écart entre riches et pauvres va naturellement s'accroissant. Il ne s'agit plus de différences scandaleuses, simplement scandaleuses pourrait-on dire, mais de différences qui remettent en cause la survie même du tiers monde. Et, au-delà, les différences commencent à s'accroître au sein même des pays les plus riches, diminuant de la sorte le nombre de bénéficiaires du système capitaliste.

Dans la même optique d'asservissement des collectivités aux intérêts des plus riches, se configurent les motivations nationales à mener des politiques fortes, répressives, visant à garantir la pérennité des États-valets du système moderne. Cela implique une surenchère en matière

d'armement et une hypertrophie des nationalismes ce qui hypothèque à terme la qualité de vie de l'espèce humaine.

Partout dans le monde, la société civile a réagi face aux injustices croissantes. En Inde, dans l'État du Karnataka, le KRRS, une confédération paysanne, est née en 1980. Ce syndicat agricole prône un changement total de la société à tous les niveaux. Il défend la République de villages, concept cher à Ghandi, une forme sociale, politique et économique d'organisation basée sur la démocratie directe, l'autonomie économique et politique, sur l'autosuffisance, sur la participation de tous les membres de la communauté dans la prise de décision sur les affaires communes et sur la création d'un mécanisme de représentation qui assure un processus de consultation pour les affaires touchant différentes communautés.

Les niveaux de pouvoir supérieurs aux villages sont limités dans leur prérogatives aux seules décisions affectant un ensemble plus large que les villages. Les femmes jouissent du même statut que les hommes - elles disposent également de structures parallèles garantissant leur représentation et leurs intérêts.

Le KRRS s'efforce d'amener les problèmes globaux aux niveaux locaux, abordant des thèmes complexes tels que le système du commerce multilatéral ou les droits de propriété intellectuelle. Il a mobilisé massivement contre le GATT ou les multinationales présentes en Inde (PesiCo, Cargill ou Monsanto).

Le KRRS ne pratique pas de lobbying et agit par la désobéissance civile et l'action directe. Les membres de ce syndicat ont organisé différentes actions conduisant à l'arrestation de 37.000 personnes en un jour. Dans un autre ordre d'idée, 1.000 activistes ont occupé le bureau de Cargill à Bangalore, ne laissant que des ruines derrière eux ; le KRRS a aussi obtenu une belle victoire : une grande concentration de personnes s'est moqué une journée entière du gouvernement et de sa politique devant le siège de celui-ci. Le gouvernement a été remplacé la semaine suivante.

Ce syndicat a participé activement à la mise sur pied de l'Action Mondiale des Peuples (AMP) contre le "libre" échange et l'OMC lors de la conférence de celle-ci en Mai 98. L'AMP est composée de différentes organisations issues de toutes les régions du monde (Nigéria, Brésil, Nouvelle-Zélande, Mexique, Indonésie, Nicaragua...). Elle se veut un réseau de résistance aux politiques néolibérales mises en place par les organismes internationaux (OMC,

OCDE, FMI, Banque Mondiale et leurs larbins). Prochaine conférence de l'OMC en 2000 à Washington...

S'inscrivant en faux contre le pouvoir des multinationales, pouvoir non légitime synonyme d'instabilité économique, elle stigmatise également la libéralisation de l'agriculture qui appauvrit les petits paysans et diminue la biodiversité de par les politiques exclusivement tournées vers le profit. Ce qui vaut pour l'agriculture vaut aussi malheureusement pour la culture puisque les mêmes causes suscitent les mêmes effets - appauvrissement et uniformisation.

L'AMP appelle à la désobéissance des règles Bretton-Woods enfermant les pays du tiers monde dans leur dette. Elle remet en cause les logiques nationalistes violentes qui mènent aux génocides (Chiapas, etc.) et stimulent la course aux armements.

Les revendications de l'AMP tournent autour de quatre axes ? Un rejet clair des politiques de l'OMC et des autres forums de libéralisation ? Une attitude de confrontation car elle ne croit pas au lobbying ? Un appel à la désobéissance civile non violente et à la construction d'alternatives locales par les populations locales ? La décentralisation et l'autonomie comme principes d'organisation.

Dans une même dynamique, un projet, imaginé au départ par le KRRS et relayé partout en Europe, verra le jour cette année. Plus de 400 paysans indiens et des représentants d'autres mouvements du Sud viendront parcourir l'Europe pour venir faire entendre leur voix directement aux centres de pouvoir (sièges de multinationales, institutions économiques, politiques et financières) ; ils rencontreront aussi les organisations populaires.

Cette caravane partira d'Amsterdam et terminera son périple à Cologne (Allemagne) pour y contrer le sommet du G8 qui s'y déroulera à ce moment-là. Elle passera par : la Grande-Bretagne, les Pays-bas, la Belgique, la Pologne, la république tchèque, l'Espagne, l'Italie, la France, la Suisse et l'Allemagne, et ce du 22 mai 99 au 20 juin. En Belgique, la Caravane séjournera du 27 mai au 30 mai, différentes actions y auront lieu...

Face aux contradictions d'un monde en déliquescence, la caravane est porteuse de solutions dépassant le simple stade de la contestation. Les problèmes évoqués nous concernent tous. Cette caravane est conçue comme un instrument au service de tous les peuples, ceux du Sud et ceux du Nord. À l'aube d'un désastre social et écologique à l'échelle planétaire, il est devenu crucial que nous nous engagions dans une voie alternative.

Si vous vous sentiez interpellé par cet article, par la logique qui sous-tend la Caravane ou que vous souhaitiez obtenir des renseignements complémentaires, vous pouvez nous contacter...

Patrick et Raphaël

Comité pour la Caravane Intercontinentale
167 rue de la Victoire - 1060 Bruxelles
tél 02/539.39.44 - fax 02/534.66.96
mail *transnationalcar@hotmail.com*
compte bancaire 310-1223075-88
web de la caravane *http://stad.dsl.nl/~caravan*
web de l'AMP *http://www.agp.org*

RÉSEAU NO PASARAN

Reconstruire l'alternative

Ah, la sacro-sainte économie capitaliste,
cette nouvelle religion qui impose
sa domination à l'ensemble du globe !
Toute-puissante elle détruit la planète :
pollution des éléments naturels,
déforestation,
création d'organismes génétiquement modifié,
brevet sur le vivant...

Non contente, elle asservit et exclut des populations entières. Pour maintenir son dogme, elle donne à chacun un contrat social se limitant à : se plier ou être brisé. Le système éducatif, la publicité, les médias, conditionnent les esprits, violent la liberté de pensée et dictent les modes de vie.

Le Nord a instauré son modèle comme le seul et l'unique. Les pays du Sud et de l'Est, infériorisés, sont maintenus dans la servitude, par la guerre si nécessaire. Les multinationales y exploitent à leur gré et sans merci, matière première et main-d'œuvre. Le Nord impose au reste de la planète ses volontés concernant l'économie, l'organisation sociale et le régime politique.

Les écarts de richesses s'agrandissent aussi au Nord. La politique libérale accroît la masse des "exclus" et l'asservissement des salariés par la flexibilité et la précarité. Elle s'étend à tous les secteurs par la privatisation du service public. Face à la peur de l'exclusion la soumission à la loi de marché devient totale et l'individualisme, la

compétition se développent. L'indifférence face à ceux qui sont victimes de la misère se banalise.

Révolutionnons le travail. Au Moyen-Âge l'ordre social, d'essence divine méprise les activités productrices qu'elle réserve aux paysans. Après le XVIIIe siècle, l'échange économique devient le lien social reconnu, par le commerce et le travail.

Dans nos pays industrialisés la valeur sociale de l'emploi salarié (et son corollaire : la consommation) reste ancré comme unique garant de "l'insertion". Or la quantité de travail diminue. Cela pousse chacun à une lutte quotidienne pour rechercher ou conserver un emploi; à supporter la flexibilité, la précarité et les humiliations quitte à devenir des esclaves corvéable à merci. Le travail, arme du système, domine, contraint puis broie les individus.

Aujourd'hui les lois du marché organisent la vie sociale. Et les rapports de proximité déjà détruits par la désocialisation représentent un gisement pour le profit et l'emploi sous la forme des services (emploi-jeunes...).

Pour faire accepter la conséquence logique et barbare du système capitaliste : la crise, les gouvernements et les multinationales agitent le mythe de la croissance. Cet "espoir" est un leurre. Les taux de croissance sont bel et bien en augmentation mais ils sont déconnectés du progrès social. L'augmentation des richesses ne peut en aucun cas résoudre la non-satisfaction des besoins élémentaires de l'humanité car c'est la confiscation de moyens matériels par une classe qui en est la cause.

Le revenu garanti qui sépare salaire et emploi, la gratuité, application matérielle de l'égalité, sont des pistes à suivre pour une autre société.

Il est nécessaire de donner sa vraie place au travail : une activité socialement utile, parmi d'autres. Nos rapports sociaux et nos désirs doivent déterminer le processus productif et non l'inverse. L'économie doit permettre d'approcher les choix collectivement définis.

Circulons librement pour partager les richesses ! (sociales, économiques, culturelles, politiques). L'Europe développe une politique qui se veut de plus en plus répressive en matière de liberté de circulation. Ici, à l'intérieur de la forteresse Europe, tout étranger est suspect. Quand 20% de la population mondiale consomme 80% des richesses planétaires, quand 358 milliardaires possèdent à eux seuls une fortune équivalente à celle d'un milliard de personnes vivant dans les pays pauvres, il semble évident que ceux et celles qui détiennent ces richesses cherchent à se protéger. Ils se protègent au niveau mondial en ne cessant de fermer les frontières avec les pays pauvres. Mais aussi sur le plan national : il faut bien empêcher les 100 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les pays du Nord de se réapproprier les richesses sociales (logement, santé, éducation, alimentation, plaisirs). En agitant le spectre de l'invasion, en exacerbant les sentiments xénophobes, ils désignent un bouc-émissaire : les étrangers. La liberté de circulation intégrale des hommes et des femmes est la seule alternative possible pour ceux et celles qui refusent le monde tel que les plus riches sont en train de le construire. La liberté de circulation est contraire à la volonté néo-libérale qui souhaite faire de la population mondiale une main d'œuvre corvéable à merci et au moindre coût. Liberté de circulation et d'installation signifie réappropriation et partage des richesses.

Chômeurs, précaires ou travailleurs, l'avenir n'est pas dans la division et la concurrence entre nationaux ou migrants. L'avenir est dans la lutte commune pour la liberté de circulation et la réappropriation des richesses mondiales.

Pour qu'en Europe la liberté de circulation et d'installation devienne une réalité...

- Régularisation et obtention d'une carte de résident pour tous les sans-papiers !
- Fermeture immédiate des camps de rétention !
- Suppression des visas !
- Abrogation des lois xénophobes !

Il faut vouloir la mort de cette société qui agonise pour préparer celle qui est possible.

Réseau No Pasaran
21, ter rue Voltaire 75011 Paris

VOOR MOEDER AARDE / FOR MOTHER EARTH

Action directe non-violente

Synergies militantes ?

La barrière linguistique freinerait-elle la rencontre de personnes aspirant aux mêmes idéaux, dans le sud et dans le nord de notre lambeau de planète ? C'est ce que j'ai pu observer pour le mouvement antinucléaire. À l'occasion de l'inspection civile de la présumée base de missiles nucléaires de Kleine Brogel la participation francophone était proche de zéro. Je ne pense pourtant pas que la barrière de la langue soit symptomatique de différences culturelles et de sensibilité inconciliables. L'absence ou la présence simultanée de militants organisés dans les deux zones linguistiques serait plutôt due à des circonstances plus fortuites. Elle dépendrait surtout de la rencontre de personnes prêtes à relayer un message et à mobiliser suffisamment de personnes de sorte à reproduire d'un côté de la barrière ce qui se fait déjà de l'autre. Sur ce plan, le phénomène des "collectifs", et sa matérialisation dans le *Centre Social* semble être un catalyseur, car sa vocation de lieu de rencontre, permet à un réseau informel de se tisser. Comme dirait un senior consultant en management d'entreprises, des synergies se créent...

Tout ça pour introduire ce dossier sur *Voor Moeder Aarde*, section belge de *For Mother Earth*, et ses méthodes de désobéissance civile non-violente et peut-être pour vous donner envie de vous joindre à eux dans leur prochaines initiatives...

Le réseau international *For Mother Earth*, né en Belgique il y a environ 7 ans, à partir de Gand est en effet demandeur de liens accrus avec des groupes francophones.

Inspection civile de la base militaire de Kleine Brogel

Les raisons de l'inspection

Le 8 juillet 1996, la Cour Internationale de Justice des Nations Unies, basée à la Haie, a jugé que l'usage ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires constitue une infraction au droit international, pour différentes raisons dont le fait que les armes nucléaires ne font pas de distinction entre les civils et les militaires.

Les juges du plus haut organe juridique étaient aussi de l'avis que l'article VI du *Traité de Non-Prolifération* (TNP) impose explicitement l'obligation aux états signataires, dont la Belgique, d'atteindre un désarmement nucléaire total par le biais d'un processus de négociation.

Depuis 1962 des armes atomiques américaines sont stockées à la base de Kleine Brogel où des pilotes belges sont entraînés en vue de leur emploi en temps de guerre. Cela est assimilable à un transfert de technologie nucléaire à usage militaire, ce qui va à l'encontre des articles I et II du TNP.

La Belgique transgresse donc de plusieurs manières le droit international et ne tient pas ses engagements concernant le TNP.

L'installation des armes en 1962 et leur entreposage depuis cette date est un secret de polichinelle. Comme souvent dans ce domaine, le Ministre de la Défense n'a pas répondu, ou s'est contenté de réponses évasives aux questions posées par les parlementaires. Selon les informations de *Voor Moeder Aarde*, 10 bombes à gravité B-61 sont entreposées dans des abris souterrains WS3 de la base de Kleine Brogel. Ces armes sont gardées par 110 militaires américains du MUNSS (Munition Support Squadron).

C'est pour mettre l'État belge face à ses contradictions que *Voor Moeder Aarde* organise des inspections civiles de la base de Kleine Brogel. La dernière en date a eu lieu le 21 février 1999.

À cette occasion, une centaine d'inspecteurs civils, accompagnés d'une dizaine de députés flamands se sont rendus à l'entrée de la base afin d'exiger de visiter le site. Contrairement aux visites surprise de l'UNSCOM en Irak, les occupants de la base avaient été prévenus de la visite par un courrier recommandé envoyé quelques jours auparavant.

Chronique de l'action

La journée a commencé par un rassemblement dans le centre culturel d'un village avoisinant. Sur place *Voor Moeder Aarde* a tenu un briefing afin d'expliquer le but de l'action et la démarche dans laquelle elle s'inscrit. Des rôles ont été répartis entre les différents participants et le scénario prévu a été expliqué. Les participants ont été invités à signer un texte par lequel ils déclarent s'engager, en tant que participants de l'action non-violente, à ne pas faire usage de violence physique et verbale envers les militaires et les forces de l'ordre. Ils déclarent aussi être conscients qu'en participant à l'action ils enfreignent les lois sur l'accès aux domaines militaires (ce qui peut vous mener jusqu'en Cour d'Assises) mais qu'ils le font en invoquant un droit supérieur, issu de la cour internationale de la Haie et des traités internationaux.

En début d'après-midi, le signal de départ est donné. Une caravane d'une trentaine de véhicules se déplace alors vers la route qui longe la base. Le comité d'accueil policier à l'extérieur de la base est léger, ils ne sont apparemment là qu'en observation, vu le nombre important de voitures de police banalisées.

Le groupe se rassemble devant une des entrées de la base et les négociations avec les militaires débutent. Après une demi-heure de pourparlers infructueux, les organisateurs de l'inspection annoncent que, suite au refus des occupants de la base de les laisser accéder au site, les inspecteurs civils vont procéder eux mêmes à l'inspection de manière créative.

Les inspecteurs se déploient en petits groupes à plusieurs points des 5 à 10 kilomètres de clôture qui entourent la base. Munis d'un plan de la base, d'un questionnaire à l'intention des militaires, éventuellement de cisailles ou pinces pour se frayer un chemin, les inspecteurs passent la clôture extérieure et engagent un jeu de chat et souris avec les gardiens. Dans leur rôle de chat, les gardiens étaient secondés de chiens à priori insensibles à la démarche non-violente des inspecteurs et vraisemblablement peu enclins à approfondir ce sujet. Quant aux gardiens, il semblerait qu'un être humain se cache derrière... mais parfois il faut bien gratter pour s'en apercevoir.

Bien que les militaires semblent avoir remporté le jeu du chat et de la souris, en effectuant une centaine d'arrestations, la morsure d'un député flamand et du président de la Volksunie par les chiens (qui ne semblent vraiment pas comprendre les règles du jeu) ont fait parler de la petite base de Kleine Brogel et de l'inspection civile dans la plupart des médias du pays.

L'objectif de l'inspection qui était de vérifier la présence effective des missiles et de collecter des documents pouvant prouver cette présence, ne semble pas avoir été atteint, ce qui veut dire que ce n'est que partie remise...

Présentation de Voor Mother Aarde

Le texte qui suit est la synthèse d'une interview téléphonique avec Pol d'Huyvetter, militant de *Voor Moeder Aarde* depuis ses débuts.

Quels sont les buts poursuivis par Voor Moeder Aarde ?

Il y a trois domaines auxquels *For Mother Earth* s'intéresse en particulier : l'environnement, les droits humains et le désarmement. Ses buts et son terrain d'action sont décrits dans le manifeste du mouvement disponible sur le site internet. Chaque groupe local du mouvement choisit le domaine dans lequel il investit le plus d'énergie et pour lequel il mène une ou des campagnes. Dans le cas de la Belgique, il s'agit du désarmement nucléaire. D'autres groupes agissent plus en faveur de la préservation de forêts sauvages, sur la thématique du transport ou contre l'énergie nucléaire. Néanmoins, sur le plan international, les différents groupes ont convenu que le thème prioritaire serait le désarmement nucléaire. C'est donc sur ce thème que portent les actions de niveau international de *For Mother Earth*.

Qu'entend Voor Moeder Aarde par "action directe non-violente" ?

Selon les propos de Pol, *For Mother Earth* considère que la non-violence est plus qu'une méthode ou une tactique, il s'agit d'un but en soi. L'usage de violence physique ou verbale induit en effet toujours une réponse violente de l'adversaire. L'action directe non-violente est donc une démarche qui permet à l'individu de prendre le contrôle sur une situation de conflit, d'injustice ou de contrainte à laquelle il est opposé. Bien que des changements puissent être obtenus par l'action politique (lobbying, pétitions, campagnes de sensibilisation de l'opinion...), celle-ci est souvent insuffisante, surtout pour des problèmes pressants comme l'environnement, le désarmement et les droits humains pour lesquels l'action directe permet de bousculer l'inertie de la société.

L'action directe non violente que *For Mother Earth* préconise ne se limite pas aux thèmes définis dans son manifeste, mais pourrait s'étendre, à la défense en cas de conflit. Il s'agit alors d'une démarche telle que celle adoptée par les Tchèques lors de l'occupation russe en 1968, lorsque, pour freiner l'avancée des colonnes russes, la population avait enlevé les panneaux indicateurs sur les principales routes du pays.

Bien que non-violente, l'action directe peut impliquer l'infraction de lois voir la destruction matérielle. La justification de ces infractions et de ces destructions s'appuie alors sur le principe de la désobéissance civile ; celle-ci consiste à enfreindre une loi de manière déterminée et affichée en invoquant des impératifs d'ordre supérieur. Cela implique aussi souvent d'entreprendre ces actions au plein jour et d'en assumer les conséquences.

Quels types d'actions sont menées par le groupe ?

Inspections civiles de sites militaires, marches internationales, désarmement d'armes nucléaires, participation à des campagnes internationales pour le désarmement et pour la paix.

Comment est né et s'est développé le mouvement For Mother Earth ?

Le mouvement est né en 1992 suite à une marche de New York jusqu'aux terres des indiens Shoshone au Nevada, lieu de plus de 1000 essais nucléaires, dont les conséquences néfastes sont subies par les Shoshones. *For Mother Earth* a été le nom donné à cette marche en soutien des Shoshones, car ces derniers ont souhaité qu'elle soit plus qu'un acte en faveur de leur peuple mais aussi une démarche en faveur de la préservation de tous les êtres vivants de la planète. Séduits par ce nom, les initiateurs de la marche, issus de Gand ont décidé d'en faire le nom de leur groupe. À l'époque de la marche, le groupe a établi un bureau à Colombus, Ohio, et s'est progressivement étendu à d'autres pays au gré des rencontres faites lors de ses actions telle la marche de Bruxelles à Moscou en 1995. Le mouvement dispose aujourd'hui de contacts dans une douzaine de pays, principalement européens.

Est-ce que la démarche de Voor Moeder Aarde permet d'obtenir des résultats et lesquels ?

Étant donné l'ampleur des buts que le mouvement se donne, il est engagé dans une démarche à très long terme afin d'obtenir des changements majeurs tels que l'abandon des armes nucléaires ou l'arrêt de l'emploi de l'énergie nucléaire. Ces changements ne seront pas atteints par la seule action de *For Mother Earth*, mais bien par la contribution de plusieurs mouvements agissant dans le même sens. Étant donné l'ampleur des buts visés, *For Mother Earth* s'associe à l'occasion de certaines campagnes, à d'autres groupes dont elle ne partage pas nécessairement tous les buts, principes, manières d'agir et modes d'organisation (cela va de groupes anarchistes jusqu'à des groupes religieux). Les résultats ponctuels atteints par le mouvement vont de l'obtention de résolutions ou décisions par des instances politiques (telle une résolution du parlement européen sur la production d'uranium) à une prise de conscience par une fraction croissante de la population de problèmes généralement occultés ou négligés par notre société et du pouvoir que peut conférer l'action directe non-violente.

Comprendre la non-violence

Traduction d'un texte écrit par Mark Shepard en 1978 pour le Nonviolence Training Collective of People Against Nuclear Power (Collectif de Formation à la Non-Violence des Gens Contre l'Énergie Atomique), San Francisco, Californie. Ce texte et d'autres peuvent se trouver à <http://www.markshep.com/nonviolence>.

Qu'est-ce que nous entendons exactement quand nous disons que nous pratiquons la non-violence ? Hélas, le sens de cette affirmation varie de personne à personne sans que l'on soit conscient les uns les autres des différences.

Les buts de cet article sont de donner une idée de la gamme de significations possibles, de manière à améliorer notre capacité à identifier les types d'engagement que nous rencontrons, et de stimuler la réflexion sur ce que nous entendons par non-violence

Les caractéristiques d'un engagement non-violent peuvent être classifiées selon deux classes : la définition même de non-violence et le type d'engagement considéré.

Définition de non-violence

1. *Portée de la définition.* L'interdiction de la violence inclut-elle seulement la violence physique ? Où inclut-elle aussi la violence psychologique (telle que les insultes ou l'isolement) ?
2. *Attitude envers l'adversaire.* Il y a-t-il une attitude d'antagonisme, dans laquelle l'adversaire est vu comme un ennemi ? Ou se préoccupe-t-on de l'adversaire, en tenant compte de son bien-être ?
3. *Objectif de l'action.* Est-il de forcer l'adversaire à faire des changements contre sa volonté (contrainte) ? Ou bien de faire changer d'avis l'adversaire et le rallier à la cause défendue (conversion) ? Ou quelque chose entre les deux ?

Nature de l'engagement

1. *Étendue de l'engagement.* S'applique-t-il seulement à certaines situations et occasions ? Ou bien la non-violence est considérée préférable à la violence en général ? Ou bien renonce-t-on à la violence de manière inconditionnelle en toutes circonstances ?
2. *Motivation.* Recourt-on à la non-violence par opportunisme - force de l'adversaire supérieure, manque d'armes, etc. ? Ou bien se réfère-t-on à des raisons pratiques et humanitaires - en se disant que le coût humain relatif et les résultats de l'action non-violente en font fondamentalement une méthode supérieure ? Ou bien cet engagement se base-t-il sur des principes moraux, éthiques ou religieux ?

Types d'engagements non-violents

En se basant sur ces paramètres, nous pouvons identifier deux types fondamentaux d'engagement non-violent, que l'on peut considérer comme les extrêmes du spectre des engagements non-violents.

À un extrême il y a ce que l'on appelle la non-violence tactique. Les personnes pratiquant ce type d'engagement s'interdisent en général seulement la violence physique, peuvent ressentir un antagonisme envers l'adversaire, et cherchent à atteindre leur objectif par la contrainte. Leur engagement non-violent est généralement limité aux actions individuelles ou à des campagnes et est pratiqué par convenance. Un exemple type est une grève ouvrière.

À l'autre extrême il y a le Satyagraha (SOT-yah-GRAH-hah), ou non-violence Gandhienne. Celle-ci est caractérisée par l'interdiction de la violence physique et psychologique, par un souci actif pour l'adversaire, et par une intention de convertir. L'engagement à la non-violence est alors inconditionnel et se base aussi bien sur les principes et sur des considérations pratiques et humanitaires.

Dans son ensemble, le mouvement non-violent aux États-Unis s'est placé quelque part entre ces deux pôles, étant constitué d'un mélange d'individus avec différentes croyances, souvent pas entièrement conscients du type d'engagement pratique. Cela a souvent mené à la confusion et à la dissension lors de la conception ou de l'exécution de stratégies et tactiques. En connaissant clairement la position de chacun, les différences peuvent être adressées et éventuellement résolues.

Et toi ? Qu'entends-tu par non-violence ? Quel genre d'engagement non-violent pratiques-tu ?

Pour répondre à ces questions, il peut être intéressant de se référer aux livres suivants *Non-Violent Resistance*, M.K.Gandhi (La Résistance non-violente) *Stride Toward Freedom*, Martin Luther King Jr. (La marche vers la liberté) *The Power of the People*, Robert Cooney et Helen Michalowski (La puissance du peuple) *The Conquest of Violence*, Joan Bondurant (La conquête de la violence) *The Politics on Nonviolent Action*, Gene Sharp (La politique de la non-violence). *The Power of Non-Violence*, Richard Gerrer (Le pouvoir de la non-violence).

Invitation à l'action suivante

La prochaine action organisée par *Voor Moeder Aarde* à Kleine Brogel, est un tour guidé à vélo autour du site de la base militaire. Le tour aura lieu le **24 avril 1999** à 14h. Pour connaître le lieu de rendez-vous contactez *Voor Moeder Aarde* à Gand au 09/233.84.39. Le tour sera suivi d'un repas végétarien à 18h ainsi que d'une conférence avec projection vidéo. La journée se termine à 20h30 par une fête. Possibilités d'hébergement sur place. Cette journée se déroulera dans le cadre d'un *Peace Camp* dans les environs de la base.

Une autre action à venir est la marche qui ira de la Cour Internationale de Justice de La Haye jusque au siège de l'OTAN à Bru-xelles de 16 au 30 mai (arrivée à Bxl le 26 mai). À Bruxelles, cette marche rencontrera la *Caravane Intercontinentale* (voir article par ailleurs) des paysans indiens qui elle aboutira à Cologne vers la fin mai

1999.

Claudio

Pour plus d'infos

Voor Moeder Aarde
16d Lange Steenstraat, 9000 Gent
téléphone 09/233.84.39
fax 00.32.9.233.73.02
mail international@motherearth.org
web [http:// www.motherearth.org/](http://www.motherearth.org/)

ACTION

Monsanto et les OGM

Ce jeudi 18 mars à 9h à l'hôtel Radisson SAS de Bruxelles, un groupe de citoyens inquiets par le développement des *organismes génétiquement modifiés* (OGM) a demandé en vain l'autorisation de participer à la conférence *Genetically Modified Organisms : Striking the Right Balance* organisée par *The European Voice* avec le soutien de la firme Monsanto.

Ce groupe de 25 personnes venues de Finlande, de Belgique, du Royaume-Uni, et de Norvège avait préalablement demandé à être inscrit gracieusement vu le coût élevé de l'inscription (25.000fb). Deux jours auparavant, les organisateurs avaient menacé de faire intervenir des gardes privés dès leur apparition. En effet, après une heure d'occupation pacifique de l'entrée de l'hôtel, la police bruxelloise a mis fin à la protestation malgré les propositions de négociation, et a arrêté 21 personnes. Elles furent maintenues en prison jusque 19h, heure de clôture de la conférence.

Ces "citoyens inquiets" dénoncent le manque de transparence qui entoure le débat concernant les OGM, ce qui est particulièrement bien illustré par une conférence, où de simples citoyens ne peuvent participer. C'est donc un simulacre de débat que les deux Commissaires européens Emma Bonino et Franz Fischler cautionnent. *On a l'impression qu'il s'agit non d'un débat mais d'un apparté entre des industries influentes et la Commission européenne* déclare Laurence Van de Walle, porte-parole de l'action, *nous dénonçons le brevet Terminator qui vise à introduire un*

transgène tueur pour empêcher le développement du germe du grain récolté et obliger les paysans à en acheter de nouvelles.

Phil Angels, directeur de la Communication de Monsanto, a expliqué le 25 octobre 1998 au New-York Times : *Nous n'avons pas à garantir la sécurité des produits alimentaires génétiquement modifiés. Notre intérêt est d'en vendre le plus possible.* Pour Monsanto, les semences sont avant tout une marchandise vendue sous forme de kit "semence-dés herbant-pesticide".

RENCONTRES INTERNATIONALES

13-16 MAI 1999

L'écologie sociale dans la cité

Élisée Reclus, Patrick Geddes :
les idées et l'action / 1899-1999.

13 mai. L'Écologie sociale et la cité. Matin. Conférences et discussion. Philippe Garnier, *Ville et Campagne dans nos imaginaires*. Rêves de la ville et de la campagne dans le discours des patients. Philippe Pelletier, *Élisée Reclus et les rapports ville-campagne*. Roland Breton, *Chandigarh, le modèle urbain de Le Corbusier, au bout de quarante ans : ville de rêve ou échec ?* La réalisation de Le Corbusier depuis un demi-siècle a-t-elle amené un progrès et est elle, pour son demi-million d'habitants, à la mesure de l'urbanisme moderne ? Après-midi. Témoignages et discussions. *À propos de l'école Bonaventure et Être jeune à Montpellier.*

14 mai. Patrick Geddes et l'écologie régionale. Matin. Conférences et discussion. Tom Steele, *Reclus, Geddes et l'éducation populaire*. Les éducateurs "radicaux" et les mouvements ouvriers avaient suscité un courant de science sociale positiviste alternatif au marxisme. L'exposé traitera de l'association de Reclus avec les Universités populaires et de ses brochures en vogue ainsi que les Écoles d'été de Geddes et ses laboratoires d'expérience pédagogique à la lumière des idées pédagogiques libertaires. Mike Small, *Anarchisme et viabilité*. Présentation du projet multimédia de Mike Small Cette présentation examinera le fondement de la théorie urbaine de Geddes et son concept de "la cité dans la région". Elle examinera les racines de la pensée écologique au sein de l'anarchisme du continent européen entre 1870 et 1910, et la relation entre l'expression culturelle et la vitalité politique. Ceci représente le sommet de trois années d'enseignement, de recherche et de

développement d'un programme CD Rom multimedia pour les ressources de la communauté en Écosse. Après-midi. *Visite du Centre Patrick Geddes et de l'exposition sur les Lieux de proximité.*

15 mai. Journée Élisée Reclus. Matin. Conférences et discussion. Jean-Jacques Gandini, *Élisée Reclus*. Paul Boino, *Pertinence et impertinence de la géographie reclusienne actuelle : l'exemple de l'évolution des grandes villes*. John Clark, *La cité du bon accord*. Après-midi. Table ronde, *L'actualité d'Élisée Reclus*.

16 mai. Festivités.

**Collectif des Journées Libertaires
BP 11, 34830 Clapiers, France**

THÉÂTRE

Augusto Boal et le Théâtre de l'Opprimé

Le récit d'une expérience avec Augusto Boal,
fondateur du *Théâtre de l'Opprimé*.

Augusto Boal a inventé de multiples formes de théâtre qui furent pour commencer une réponse à la sanglante répression politique qui s'abattait alors sur l'Amérique latine, son continent d'origine. Contraint sous la pression du pouvoir militaire de quitter le Brésil en 1971 pour ses activités artistiques qui furent autant de prises de position politique, Augusto Boal a commencé par développer ce qui deviendra bientôt le *Théâtre de l'Opprimé*. *La poétique de l'opprimé*, écrit Augusto Boal, est d'abord celle d'une libération : le spectateur ne délègue aucun pouvoir pour qu'on agisse ou pense à sa place. Il se libère, agit et pense par lui-même. Le théâtre est action.

À partir de 1992, année de son élection comme député à la Chambre législative de Rio de Janeiro, Augusto Boal commence à travailler sur une nouvelle forme de théâtre, le théâtre législatif, *qui a pour but essentiel de développer la démocratie à travers le théâtre*. Après avoir cherché pendant de nombreuses années à politiser le théâtre, le voici maintenant engagé sur une nouvelle voie qui lui donne les moyens de théâtraliser le politique. Augusto Boal voit dans son élection une occasion unique de faire rentrer au parlement, pour la première fois de l'histoire politique, une troupe entière de 26 comédiens. Il fera désormais usage de son arme favorite pour donner la possibilité à ses concitoyens de s'exprimer, d'évoquer leurs souhaits, de faire part de leurs désirs. De la même manière que le *Théâtre de l'Opprimé* permettait aux spectateurs de devenir protagonistes de l'action dramatique, le théâtre législatif fera du citoyen un législateur.

Peu d'expériences de théâtre législatif ont été menées jusqu'ici en Europe. En novembre dernier, Augusto Boal a été invité à Londres pour appliquer de manière tout à fait expérimentale les méthodes du théâtre législatif à trois domaines importants de l'activité publique de la ville : l'éducation, le logement et les transports. Pendant une semaine, il dirigea une série de workshops (ateliers) où furent présentes un certain nombre de personnes engagées et actives dans l'un des trois domaines. Ayant été associé personnellement à cette expérience, je relate ici, jour après jour, le déroulement et l'évolution de cette semaine de travail qui culmina par une manifestation à grande échelle de théâtre législatif.

Dimanche 22 novembre

Première réunion des participants au workshop et première rencontre avec Augusto Boal. Nous nous sommes donné rendez-vous en fin d'après-midi dans un bistrot de l'East End. Nous sommes réunis pour en savoir un peu plus sur la semaine de travail et d'aventure qui s'annonce. De quelle manière allons-nous être associés à l'événement? Qu'attend-on exactement de nous? De quelle manière allons-nous opérer? Augusto Boal commence par nous exposer sa méthode de travail. Il

explique comment il a utilisé les techniques du *Théâtre de l'Opprimé* pour innover en politique et proposer des lois qui soient l'expression de la volonté directe des groupes d'opprimés et la concrétisation de leurs désirs. Il expose comment il a théâtralisé l'espace politique pour que ceux qui en étaient devenus exclus se le réapproprient enfin.

Le projet autour duquel nous sommes réunis est néanmoins nouveau pour tout le monde, à commencer par Augusto Boal. L'expérience est unique et le résultat n'est pas assuré. La structure du spectacle a été définie, les arrangements ont été pris, le lieu

de la représentation est fixé (il s'agit de l'immense bâtisse qui fait face à Westminster, sur la rive opposée de la Tamise, et qui abrite l'ancienne assemblée parlementaire de la ville de Londres inutilisée depuis 1983 suite à une décision de Thatcher d'abolir cet espace politique et rachetée depuis par un groupe d'hommes d'affaires japonais), les collaborateurs qui sont associés à l'événement sont présents mais il manque l'essentiel : la matière première du spectacle, des récits, du vécu, des expériences, du pratique, des idées, sur lesquels puisse reposer la mise en scène. C'est là le but du workshop: réunir et associer des personnes actives dans les trois domaines de travail proposés pour monter un spectacle qui éclaire un conflit, une oppression au sujet desquels les spectateurs devenus acteurs seront appelés à intervenir.

Augusto Boal cherche à nous convaincre avec sa passion et son enthousiasme. Il s'exprime dans une langue qui n'est pas la sienne mais il n'hésite pas, ses mots sont simples, clairs et à l'occasion il ponctue son récit d'anecdotes amusantes qui font rire tout le monde. Certains d'entre nous sont déjà familiers avec son travail. Nous savons que quoi qu'il arrive le déplacement en aura valu la peine, tant l'expérience est importante. Il sait lui-même que son entreprise est limitée d'avance. Les idées nouvelles qui émergeront du spectacle ne déboucheront pas forcément sur une réalisation concrète. Contrairement à son travail de parlementaire au Brésil, il ne dispose pas ici des moyens suffisants pour donner suite aux volontés qui émergeront du spectacle. Il réaffirme le

caractère symbolique de l'événement mais n'en met pas pour autant en doute le bien-fondé.

L'approche d'Augusto Boal n'a rien de révolutionnaire. Il inscrit son travail dans le cadre d'une démocratie parlementaire représentative. Mais sa méthode l'est assurément. Il rappelle que le citoyen possède un pouvoir qu'il perd tout aussitôt après l'avoir exercé. À peine son vote exprimé, le citoyen abdique en faveur d'autres qui n'ont de représentants que l'étiquette. Cette situation ne doit plus être tolérée. Les représentants élus sont là pour exprimer et satisfaire les volontés populaires et leur donner force de lois. Augusto Boal a introduit la théâtralité dans le politique pour reprendre le pouvoir là où il avait été confisqué et restaurer la primauté des volontés et des désirs des opprimés. L'expérience est limitée, certes, mais elle sera peut-être porteuse d'énergies nouvelles qui ouvriront sur de nouveaux possibles et rétabliront un imaginaire que l'arme du théâtre aura permis de libérer.

Les premières interrogations et doutes surgissent toutefois. Je me demande si les questions réellement importantes, dignes d'une intervention à cette échelle, surgiront de nos expériences partagées. Si les rapports de force seront mis en lumière pour comprendre les résistances aux changements. Ou si l'on se dirige davantage vers de l'anecdotique, là où les données seront insuffisantes pour éclairer les structures de pouvoir et d'oppression. D'autres doutes existent. Peu de personnes sont finalement présentes, une quarantaine au maximum. C'est peu pour la nature des thèmes traités qui devraient toucher, en principe, un large public et un large éventail de travailleurs en tout genre. La richesse et la diversité des échanges risquent d'en être affaiblies. Certains s'interrogent sur l'origine sociale des participants. Ils ne semblent pas être les plus opprimés de tous. Des représentants pour la plupart d'une élite intellectuelle qui pense mais qui n'a peut-être pas le vécu suffisant pour donner l'image vraie d'une réalité oppressive. La vision de celui qui vit l'oppression plutôt que de la penser risque de faire défaut. Le *Théâtre de l'Opprimé* est un théâtre fait par les opprimés, pour les opprimés en vue d'expérimenter des scénarios qui puissent être le prélude à une action réelle. Vu le prix élevé des places

pour le spectacle (10 livres, l'équivalent de 600 FB plus ou moins), il semble bien que les premiers concernés ne seront pas au rendez-vous par manque des ressources nécessaires.

On se quitte finalement deux heures plus tard dans les applaudissements. Chacun de nous a le devoir de revenir le lendemain avec une histoire authentique qui expose un conflit bien particulier et soit porteuse d'un combat contre une oppression.

Lundi 23 novembre

Premier soir de travail. Tous les jours jusqu'à vendredi nous nous retrouverons entre 17 h et 22 h dans les studios de Toynbee Hall, une école de théâtre londonienne. Augusto Boal explique pour commencer le déroulement du workshop. Il s'agit de préparer trois pièces, autour des trois thèmes de départ proposés, sous forme de théâtre-forum. Pour stimuler l'intervention du public, chaque pièce devra clairement être articulée autour d'un personnage (appelé protagoniste) qui fait face à un problème et ne sait comment le résoudre. La solution proposée par la pièce ne sera évidemment pas la bonne (elle sera vécue comme un échec), au public alors de venir sur scène pour proposer une issue qui soit favorable au personnage et représente une solution au problème posé. *Le conflit est l'essence du théâtre* dira Augusto Boal, l'intervention des spect-acteurs doit permettre d'en venir à bout.

La plupart des participants ne se connaissent pas encore. Pour faire exister le groupe et nous rapprocher les uns des autres, Augusto Boal commence par quelques jeux et exercices. Le premier consiste, par couple, à élaborer une image-statue à l'aide des deux corps. Une fois la première image représentée, un des membres du couple se retirera de la statue, reculera de quelques pas pour observer la position de son compagnon et, inspiré par celle-ci, réintégrera de nouveau le couple pour reformer une nouvelle image. L'autre fera ensuite de même et ainsi de suite plusieurs fois. Un autre jeu se fera sans l'usage de la vision. Deux par deux, un des membres du couple mettra un genou à terre, le second viendra s'asseoir sur l'autre genou. Les yeux fermés maintenant et au signal donné, la personne assise se lèvera, fera lentement sept pas en avant, sa trajectoire pouvant dévier au contact des autres participants

évoluant eux aussi dans la salle. Au septième pas, elle s'arrêtera, fera lentement marche arrière et tâchera de revenir prendre position sur le genou de son compagnon (gare aux chutes !).

Après quelques autres exercices encore, les participants se séparent en trois groupes distincts pour se concentrer sur les trois thèmes proposés : le logement, l'éducation et les transports. Je me joins au groupe *Logement* car la nature de mon travail actuel s'y rapporte. Nous sommes environ une quinzaine à former le groupe. La première étape du processus consiste à se mettre deux par deux et à raconter chacun une histoire issue de notre expérience personnelle et éclairant un aspect de la problématique du logement. Mon histoire personnelle pose indirectement les limites du travail dans un centre d'accueil pour sans-abri et souligne les frustrations qui peuvent en découler. À partir de cet échange d'histoires, nous en élaborons une troisième qui soit le produit des deux premières. Une histoire qui prenne en compte les différences et les similitudes des deux autres récits et émerge de leur réalité convulsive jointe. Nous faisons ensuite de même en nous associant à un autre groupe de deux participants pour qu'une autre histoire encore émerge de nos échanges à quatre. Nous nous joignons ensuite à l'ensemble du groupe pour opérer sur les mêmes bases et élaborer un récit qui soit le produit des étapes précédentes et qui représente une première plate-forme sur lequel nous serons amenés à travailler dans les jours qui suivent.

L'histoire est complexe et fera sans doute l'objet de quelques modifications par la suite. À partir du récit sur lequel nous nous sommes mis d'accord, nous sommes invités à synthétiser les efforts du protagoniste dans son combat contre l'oppression au moyen d'une image-statue. Les trois groupes de travail opèrent de la même manière dans des espaces distincts. Nous nous retrouverons tous ensemble en fin de soirée pour observer les résultats de nos choix et recherches, ainsi que pour apporter observations, commentaires et critiques.

L'étape suivante, entre-temps, consiste à mettre en mouvement (sans échanger de mots) l'histoire qui a émergé de nos dialogues et à incorporer dans ces mouvements l'image-statue que nous venons à peine

d'élaborer. Il s'agira déjà de montrer clairement à ce niveau l'échec du protagoniste qui forcera par la suite l'intervention du public. Nous élaborons une mise en scène et la présentons à l'ensemble des participants de manière à nous rendre compte si l'histoire a été bien comprise et si les questions sur lesquelles nous espérons interpeller le public sont déjà suffisamment articulées. Nous emmagasinons les critiques pour la suite de notre travail qui n'est encore qu'une esquisse qui exige maintenant la construction de dialogues et de personnages.

Augusto Boal pour conclure fait un bref bilan de nos activités de la soirée, répète les principes de base du théâtre-forum et nous prépare déjà au lendemain où nous serons amenés à tester diverses techniques de répétition. Le spectacle est dans 4 jours et nous n'avons accompli jusqu'ici qu'un bien court chemin.

Mardi 24 novembre

Comme à chaque fois, la soirée débutera par une séance de jeux et d'exercices. L'un de ceux-ci nous pousse à réaliser une machine surréaliste géante où les engrenages sont formés des corps des participants qui désirent se joindre à l'édifice bruyant et articulé chaotiquement. Nous réalisons 3 machines différentes autour des 3 thèmes de travail en les évoquant et en les synthétisant par une représentation industrielle unique.

Certains d'entre nous n'ont aucune connaissance pratique du théâtre-forum et en ignorent, pour ne l'avoir jamais expérimenté, les particularités. Comme le théâtre-forum est la base de notre spectacle, Augusto Boal va nous l'expliquer plus clairement en en simulant une séance très simple. Première simulation: quatre personnes jouent le rôle de soldats, cadencent leur allure et marchent au pas. Une cinquième personne s'ajoute au petit régiment, prend place au milieu du groupe, mais elle est libre de sa démarche. Elle peut danser, sautiller au milieu des quatre autres, suivre une trajectoire différente, donner à ses mouvements une grâce qui contrastera avec l'austère déplacement des autres. Seulement, une fois arrivé à une extrémité de la pièce, le régiment "punira" l'élément perturbateur pour son originalité et l'abandonnera inconscient après l'avoir rudoyé de coups. La question se

pose dès lors de savoir quelle résistance opposer aux soldats pour que l'issue se révèle moins fatale et que l'oppression soit combattue victorieusement. C'est là que le public est amené à proposer des solutions qu'il viendra lui-même tester sur scène. Certains choisissent la fuite, d'autres décident d'organiser une résistance avec l'aide d'autres spect-acteurs, toutes les possibilités sont permises, elles sont infinies, mais certaines sont moins efficaces et concluantes que d'autres. Nous marquerons notre préférence pour l'un d'entre nous qui viendra sur scène, intégrera chacun des soldats dans sa danse de manière à en faire de beaux danseurs gracieux rendus dès lors "inoffensifs".

Une autre simulation abordera le thème du harcèlement d'une femme par un inconnu. Première étape, Augusto Boal installe six chaises et demande à quatre volontaires (hommes et femmes) de venir prendre place sur les premières chaises, l'avant-dernière restera vide et la dernière chaise sera occupée par une femme. Augusto Boal joue lui-même le rôle du promeneur (ou de l'usager du métro ou de n'importe quoi d'autre) qui vient s'installer sur le siège resté vide. À ce stade rien de particulier à signaler, chacun est finalement libre de s'asseoir là où il y a de la place. Deuxième étape, les quatre volontaires disparaissent, la femme reste seule assise à l'extrémité de la rangée, un inconnu apparaît, cinq chaises sont inoccupées mais il viendra s'asseoir à côté d'elle. La situation est claire et parle d'elle-même: dans la première scène, il y a simplement occupation d'espace, dans la seconde, il y a invasion d'espace. La même question se pose dès lors au public : que faire? que feriez-vous si vous étiez à la place de cette femme ? comment réagiriez-vous à une telle situation? comment vous comporteriez-vous? comment mettriez-vous un terme à cette oppression? Venez sur scène, prenez la place de cette femme et montrez-nous!

Pour assurer le succès d'une représentation de théâtre-forum, il est nécessaire d'avoir clairement à l'esprit les questions que l'on veut poser au public et par rapport auxquelles il aura à réagir et à intervenir. Nous sommes amenés alors à rejoindre nos groupes de travail respectifs pour réfléchir à cela et étoffer nos récits. Chacun des groupes travaille avec l'aide et l'assistance d'une personne

expérimentée et familiarisée avec les pratiques du *Théâtre de l'Opprimé*. Augusto Boal reste, lui, en retrait, il va et vient mais ne participe pas directement à l'élaboration des différentes pièces.

La pièce que nous sommes en train de monter avec le groupe *Logement* s'articule autour de l'histoire d'un jeune SDF qui, après avoir été chassé un jour de sa communauté d'origine, harcelé par le désespoir, se met à la recherche d'un endroit où dormir à l'abri du froid et des violences de la rue. Ses recherches resteront vaines. Il aboutira finalement dans un squatt d'où, bientôt, tous les membres seront expulsés manu militari sur décision des autorités locales. Il se retrouvera de nouveau à la rue, n'ayant nulle part où aller.

Je me pose la question de la crédibilité de l'histoire. Elle me semble mêler des éléments très (trop) divers et est peut-être peu vraisemblable. Mais elle a l'avantage d'aborder une quantité de questions différentes qui seront bénéfiques à la richesse du forum et à la diversité des interventions. Elle reflète en tout cas les préoccupations différentes des membres du groupe. D'un autre côté, je me demande si l'oppression que nous devons mettre en scène n'est pas représentée de manière trop caricaturée. Bien sûr, nous ne disposons que d'un temps très limité pour présenter un problème épineux (maximum 10 minutes), ce qui nous oblige à faire des choix stylistiques et à simplifier, sans doute. Je m'interroge toutefois sur la manière dont le public va réagir face à la situation de ce jeune qui est posé ici en éternelle victime.

Nous terminons la soirée avec l'ensemble des participants et présentons ce à quoi nous sommes arrivés jusqu'ici. L'ensemble des critiques constructives qui seront exprimées par tous fondera une bonne partie du travail du lendemain.

Mercredi 25 novembre

Troisième soir de vrai travail et de répétition. Personne ne sait encore si nous serons prêts pour vendredi. L'inquiétude se lit sur certains visages. Augusto Boal, comme à son habitude, use de quelques mots d'introduction pour infuser un peu de sa détermination dans nos esprits.

De nouveau, nous débutons la séance par quelques jeux. Le premier de ceux-ci vise à développer notre capacité à percevoir le monde extérieur en s'interdisant l'usage de la vision et en cherchant à stimuler les autres sens. Le second jeu se fera les yeux grands ouverts, sa réussite en étant d'ailleurs dépendante. Chacun des participants se voit octroyer un numéro. Augusto Boal demande de nous déplacer dans la salle mais en restant toutefois très proches les uns des autres. Il criera un nombre et celui qui en est le porteur devra alors simuler un évanouissement. Les autres devront le retenir avant qu'il ne touche le sol. Il n'est aucunement interdit d'appeler plusieurs numéros en même temps, ce qui augmente l'effet de surprise, l'attention de chacun et la confusion générale.

Chaque groupe se reforme ensuite pour continuer à travailler sur les différentes pièces. Nous commençons, comme nous l'a suggéré Augusto Boal, par clarifier les différentes questions que nous souhaitons poser au public. Elles vont du plus général au particulier : pourquoi des êtres humains sont-ils forcés de dormir dans la rue ? pourquoi certains bâtiments restent vides quand il y aurait moyen de les utiliser pour loger ceux qui en ont besoin ? pourquoi ne pouvoir rester temporairement dans des bâtiments inoccupés ? pourquoi la loi protège-t-elle la propriété aux dépens de ceux qui n'ont rien ? pourquoi les jeunes SDF ne peuvent bénéficier des mêmes avantages que les plus âgés ? pourquoi y a-t-il si peu d'*hôtels* (1) et d'abris où loger temporairement les SDF ? Pourquoi devoir se battre quotidiennement pour obtenir une place dans l'un de ces endroits ? Toutes des questions qui concernent le vécu de milliers de gens qui, dans un pays donné, une région, une ville, doivent faire face à l'injustice, au désespoir, aux brimades, aux humiliations.

On discute beaucoup dans le groupe, on palabre, on s'interroge, on s'égare, on revient à des choses plus réalistes, on propose de nouvelles idées, on les met à l'essai, on privilégie certains éléments et on en ignore d'autres. Petit à petit on commence à y voir plus clair, les différentes scènes se mettent en place, de solides personnages apparaissent, les répliques surgissent, le style devient soigné, la gestuelle s'élabore, bref le travail prend forme.

Nous travaillons avec trois jeunes SDF qui sont à l'origine d'une bonne partie de l'histoire et qui nous aident à la rendre la plus crédible possible. Deux d'entre eux sont pour l'instant provisoirement logés dans un hôtel où ils doivent être de retour avant une certaine heure pour cause de couvre-feu. C'est très gênant pour les répétitions d'autant plus que l'un d'eux joue le rôle du protagoniste et que c'est sa première expérience théâtrale.

Nous nous limitons à 5 scènes que nous enchaînons de la manière suivante. Premièrement, l'expulsion de la communauté d'origine que nous représentons symboliquement par différents sous-groupes sociaux d'où le protagoniste se voit chassé tour à tour. Il se retrouve ensuite seul sur scène, se met à la recherche d'un logement et frappe à différentes portes : un centre d'accueil de jour ne peut rien faire pour lui car c'est au-delà de ses moyens, un bureau de conseils l'oriente vers un hôtel après l'avoir noyé sous un amas incroyable de brochures en tous genres, l'hôtel le rejette pour être arrivé trop tard et par manque de places. Le protagoniste finit par aboutir dans un squatt au beau milieu d'une fête. Il sera accepté par les occupants et se joindra à leur réjouissance. Succédera la scène où se présenteront les inspecteurs et les huissiers venus pour faire appliquer la loi (leur loi) et notifier aux occupants leur éviction des lieux. Les forces de l'ordre feront ensuite irruption pour expulser manu militari tout ce joli petit monde et abandonner le protagoniste à lui-même.

La pièce est courte et se joue rapidement. Certains membres dans le groupe se demandent s'il existe suffisamment de moments propices aux interventions, suffisamment d'ouvertures possibles. La rapidité et le jeu dynamique risqueraient bien de poser problème. Nous aurons à tester cela le lendemain où il est prévu d'organiser une mini-séance de théâtre-forum avec l'ensemble des participants autour de nos trois pièces. Il s'agira ainsi de préparer à un éventail d'éventualités ceux d'entre nous qui ne sont pas familiers de ce genre d'expérience, c'est-à-dire presque tout le monde.

Jeudi 26 novembre

Il nous reste quelques heures pour nous préparer et peaufiner le spectacle. Depuis le premier jour sont présentes les quelques personnes qui créeront les costumes spécialement pour l'occasion. De même que depuis hier se sont ajoutés quelques musiciens qui animeront la soirée du lendemain et offriront à nos trois pièces un relief sonore.

Pendant la première moitié de la soirée, nous faisons quelques jeux et exercices et poursuivons le travail en groupe autour des trois pièces. Après la pause, nous soumettons aux autres groupes le résultat de nos réflexions en vue de simuler une séance de théâtre-forum. Il s'agit d'un échauffement pour nous permettre de nous familiariser avec les improvisations nécessaires, de parer aux interventions possibles, de répondre aux interpellations, de prévoir, d'éprouver, d'évaluer le degré d'achèvement des diverses créations. À l'observation du travail de chacun, il est impressionnant de voir le chemin accompli depuis l'image-statue du premier jour.

Chaque groupe a développé une problématique différente. Le groupe *Transport* aborde les questions de l'inconfort du métro londonien, de la fréquence, des retards, de l'insécurité, des moyens de transport non polluants comme le vélo, de l'intolérance des automobilistes, du stress. L'histoire racontée est celle d'une jeune personne dont le travail l'oblige chaque jour à emprunter les transports en commun. L'affluence, les retards, le stress, le harcèlement de passagers parfois et l'intolérance de son employeur la forcent à devoir reconsidérer ses trajets quotidiens. Elle finit par opter pour le vélo qu'elle se fera bientôt voler sur le lieu de son travail. De guerre lasse, elle acquerra une voiture et se joindra au chaos urbain. Les interventions suggèrent de trouver pour la jeune personne un logement plus proche de son lieu de travail, ou de demander un lift à une collègue ou encore de partir plus tôt de chez elle. D'autres interventions porteront sur le harcèlement dont la jeune personne est victime dans le métro. D'autres encore se concentreront sur l'achat du vélo et les solutions alternatives. Le tout semble assez concluant et prometteur pour le lendemain.

Le groupe *Éducation* opte pour une situation qui prend pour cadre l'enseignement primaire. On y voit une jeune enseignante dans sa classe au milieu d'enfants occupés à dessiner, à peindre, à construire. Visiblement l'enseignement n'est pas traditionnel dans ses formes disciplinaires, sévères et austères. Les gamins semblent heureux même si l'on s'en doute l'ensemble paraît trop chaotique au goût de la direction. Et de fait, la jeune institutrice doit faire face à l'hostilité de ses collègues, aux résistances du chef d'établissement, aux directives des autorités académiques. Une inspectrice venue dans l'école pointera du doigt l'enseignante rebelle et veillera à tout remettre dans le droit chemin. La jeune institutrice sera contrainte de calquer son enseignement sur celui de ses collègues aux dépens du libre épanouissement des enfants. La réalisation semble ici moins achevée. Je sens Augusto Boal inquiet. La pièce manque de clarté, les questions à poser ne semblent pas suffisamment précises, l'oppression n'est pas assez montrée, une ambiguïté subsiste, les personnages ne sont pas assez campés dans leur rôle. Le groupe a beaucoup travaillé jusqu'ici, il poussera ses recherches jusqu'à la dernière minute pour arriver aux résultats escomptés.

Vendredi 27 novembre

Le jour de la représentation. Le rendez-vous a été fixé à 14 heures devant le *Greater London Council*, l'ancienne assemblée parlementaire de la ville de Londres abandonnée depuis 1983. Nous pénétrons dans la grande bâtisse avec le sentiment de reconquérir un espace de pouvoir oublié, livré depuis quinze ans à la poussière. Le hall d'entrée est imposant. Un grand escalier de marbre mène à la chambre des débats. Augusto Boal est occupé à tourner une scène pour une équipe de télévision au sommet des marches.

Après quelques minutes d'attente, l'accès à la Chambre nous est enfin autorisé. Le lieu est lourd de symboles, d'une solennité religieuse, une large coupole s'élève au-dessus de l'assemblée ornée de marbre vert et de colonnades. Je ne peux m'empêcher de penser que cet espace où les volontés et les désirs de chacun devraient pouvoir résonner librement, ressemble bien peu à ceux qu'il est sensé représenter. Ce lieu n'est pas

le lieu du peuple. L'effet d'intimidation qu'il peut produire ne favorise en rien l'expression libre, au mieux n'est-il qu'un auxiliaire supplémentaire de la domination des puissants. Pourtant ce soir, finies les mélopées traditionnelles, le lieu résonnera d'une tonalité nouvelle. La Chambre sera prise d'assaut par de joyeux troubadours qui feront de chacun le législateur de sa propre existence. Elle deviendra le lieu où la fête sera le préambule et le couronnement d'une législation devenue art et réjouissance.

Augusto Boal nous réunit d'abord dans la salle de l'assemblée pour nous expliquer le déroulement de la soirée. Il commencera par exposer lui-même la genèse du Théâtre législatif, la manière dont il en a usé lors de son mandat de parlementaire au Brésil et les résultats obtenus. Il tâchera de convaincre pour que la politique cesse d'être une fatalité et redevienne action et concrétisation des désirs. Il présentera ensuite les personnes qui le seconderont durant la soirée, lui-même jouant en quelque sorte le rôle de maître de cérémonie. Il sera entouré pour l'occasion de juristes et d'écrivains qui formeront, ce qu'il appelle, la "cellule métabolisatrice" chargée de réécrire sous forme de lois les volontés des spectateurs exprimées en réaction directe aux problèmes exposés dans chacune des trois pièces. Une fois réécrites, ces lois seront alors soumises au vote des personnes présentes, rejetées ou acceptées et dans ce cas directement promulguées et mises en vigueur. La pratique utilisée ici sera une simplification des procédures réellement mises en œuvre par Augusto Boal lors de son élection. La nature symbolique et la durée de l'événement nécessitant cette adaptation.

Nous disposons maintenant de quelques heures pour régler les ultimes mises au point au sein de nos groupes. Nous aurons l'occasion de répéter une fois dans la salle de l'assemblée avant la représentation. Nous utiliserons le temps qui nous reste pour encore innover et rendre le spectacle le plus achevé possible. Les musiciens se sont installés dans la salle. Ils distilleront des rythmes sud-américains tout au long de la soirée. Augusto Boal tient beaucoup à associer la musique et la danse à l'événement. Comme pour démystifier le lieu et lui rendre un caractère populaire, Augusto Boal introduit le carnaval au parlement!

Augusto Boal commencera le spectacle par une longue dédicace. Je retiens qu'il dédie celui-ci *aux assemblées du peuple devenues assemblées du silence*. Il introduira ensuite chacune des trois pièces articulées autour des thèmes de l'éducation, des transports et du logement. Une fois les pièces représentées, les spectateurs sont invités à prendre la place du protagoniste devenant ainsi créateurs de l'action dramatique et expérimentateurs de nouveaux possibles. À la fin de chaque représentation, le public dispose de trois minutes pour jeter sur papier des propositions de loi qui leur auront été inspirées par la nature de l'oppression mise en scène.

De toutes les lois qui auront été soumises au vote à la fin du spectacle (des plus sérieuses au plus fantaisistes), je note celles-ci : dédommagement pour tous retards dans les transports en commun (acceptée), suppression de la TVA sur les vélos et les équipements cyclistes (acceptée), installation d'un réseau de caméras de sécurité dans le métro (refusée), abolition du *National curriculum*, qui est le programme d'études à suivre par les écoles (acceptée), possibilité pour les enseignants d'avoir recours à un assistant pour les formalités administratives (acceptée), libre occupation des espaces inoccupés (acceptée), obligation pour les *hostels* d'être ouverts jour et nuit (acceptée), abolition des McDonalds (acceptée),

Avec le Théâtre législatif, Augusto Boal a inventé une forme originale d'expression pour mieux transformer le monde, pour inventer le futur, au lieu de simplement subir.

Il vise à restaurer, comme l'a écrit P. Freire pour qui Augusto Boal n'a jamais caché sa grande admiration, *la vocation de l'être humain, celle d'être libre.*

Le but du Théâtre législatif est le même que celui du *Théâtre de l'Opprimé*: *Aider à réaliser dans la vie l'imaginaire, à transformer la fiction en réalité, le possible en réel (2).*

Jean-François Jacques

(1) Il existe en Angleterre certains endroits, nommés *hostels*, qui disposent d'un nombre limité de lits pour SDF. Les conditions à l'intérieur sont souvent déplorables, ce qui pousse certains à préférer retourner dans la rue.

(2) In Augusto Boal, *Jeux pour acteurs et non-acteurs*.

PRESSE ALTERNATIVE

Samovar

Une nouvelles publication trimestrielle
qui veu vous informer sur la Russie...

Qu'est-ce que le samovar ?

- *Bouilloire russe utilisée surtout pour la confection du thé* (Le Robert). De *sam* (soi-même) et *varit* (cuire à l'eau). Le samovar traditionnel, récipient en cuivre ou autre métal, est alimenté par un combustible (charbon de bois, braise) chauffant l'eau à l'aide d'une cheminée intérieure. La théière, contenant l'essence de thé, est placée au sommet. Le robinet du samovar permet de doser le mélange, entre l'essence du thé et l'eau, toujours chaude. La racine *sam*, synonyme d'*auto*, est la même pour tout ce qui se fait de manière autonome. L'autogestion se dit *samo-oupravlénie*.

- Autour du rituel du thé, un lieu de convivialité, d'échange des potins du village (mondial?) et des idées propres à refaire le monde (local?). Bref, faire et penser... samovarement. Dans notre cas, un "réseau" (pour parler branché) en auto-cuisson, signalant les braises, cheminées et autres ébullitions de la vie en Russie... et dans les villages environnants, sans oublier les récits de voyageurs traversant les forêts et les steppes d'Est en Ouest et retour. Bref, l'Euro-samovar de Zaventem à Vladivostok.

- Dans notre cas, une préférence pour la vraie vie "d'en bas", sociétés et cultures en mouvement, plutôt que l'agitation dans le haut des tours de tsars, bulbes enflés du Kremlin et autres bulles financières - domaines largement couverts par les "kremlinologues" et autres experts monétaires qui prennent les choses et les gens, forcément... de très haut.

Samovar, mais pourquoi?

Pourquoi la Russie, l'Est ? Pourquoi la poisse, les mafias, la cata ? Serions-nous masos ? Possible. Et certes, ringards! Avant 1989 (chute du mur) et 1991 (chute de l'URSS) les accros cocos ou anticocos, les idéos, les gauchos, les militaros avaient le rouge au cœur ou dans la mire. Ce qu'ils avaient alors de choses à dire, à marteler, à prédire ! Et puis... rideau. Depuis qu'on a enterré "l'Empire du Mal" , entériné la grande déglingue, la Russie a bien gardé ses accros Dostoievski ou blinis , Eisenstein ou Tarkovski, ceux qui se demandent où est passée l'Atlantide naufragée. Mais pour le reste, la Russie est tombée quelque part entre l'Ouganda et l'oubli, sauf bien sûr pour le gaz, le pétrole... et les fusées. Là, boursicos et militaros gardent l'œil. Si des fois les Russes redeviennent méchants (on peut les y aider), leur pays redeviendrait très branché - et même très pointé missiles. Orientés Sud, quart de tour à l'Est, rien de très sorcier! Sans compter qu'avec la chute des Murs, la fuite des capitaux et des cerveaux, par ici les amis, pourrait être suivie (l'est déjà) de tous ceux qui fuient *toute-la-misère-du-monde-qu'on-ne-peut-accueillir-n'est-ce-pas?* - bref on passe du Mur de Berlin à la Forteresse Europe. Mais ce n'est pas vraiment ça notre tasse de thé.

Samovar, vous disiez donc Samovar?

- Un réseau informel de personnes "spécialisées" ou très intéressées, mais pas "assises" sur leur savoir, capables d'échanger gratuitement des infos, des idées, et qui le font par divers moyens de communication. Des gens de pays curieux comme la Belgique, la Suisse, la France, l'Italie - et même l'ex-RDA, l'Ukraine et la Russie.

- Des courriers occasionnels, ponctuels, liés à l'événement ou à l'urgence, diffusés à un deuxième cercle.
- Des *Samovar* trimestriels avec dossiers, sur abonnement à partir de 1999 (voir plus loin).

L'objectif

Réveiller l'attention, combattre l'amnésie, cerner les bilans du 20ème siècle, de ses grands dénouements, dix ans après la chute du mur de Berlin, sept ans après la fin de l'URSS. Ou, comme on dit dans la novlangue répétitive: "la fin du communisme" ou "la fin de l'Histoire".

Bilan récent surtout, serré au plus près des réalités vécues: peu nous chaut "ce qu'il faut en penser" au nom d'intérêts "supérieurs" des états, des puissances d'argent ou des institutions idéologico-cléricales. Ce qui compte le plus à nos yeux, c'est ce que ces sociétés dites "de l'Est" deviennent réellement, dans leurs façons d'exister, de produire (ou de ne plus produire) de consommer, de travailler, de galérer, de réfléchir et de rêver. Y compris la manière dont elles se représentent leur présent, leur passé, le monde extérieur... la façon dont on leur bourre le crâne, dont les grugent et les manipulent les détenteurs de pouvoirs matériels et symboliques. Leurs parti-pris, leurs poudres aux yeux et à canons ne sont pas non plus notre tasse de thé, c'est OK?

Un contrat à durée déterminée: 1998-1999. *Samovar* n'est pas une revue ou une institution destinée à durer dans le prochain millénaire. Ce sont des chemins qui se croisent, pour un temps, des objectifs précis, juste pour une fin de siècle. Juste le temps d'une "petite" tasse de thé, pour parler belgo-Semal.

Les thèmes

En 1998, nos échanges, courriers, dossiers ont porté sur l'Histoire et le fameux *Livre Noir du communisme*, la crise économique et les mouvements sociaux en Russie, les trente ans de Prague 1968 (dont un entretien avec Jiri Pelikan), le krach financier d'août, le "fascisme rampant". Plusieurs publications ont repris nos matériaux.

D'autres contacts sont pris, avec d'autres publications, en Belgique, en France, en Suisse, en Russie. Des projets de colloques et de cinéforums se concoctent également. La plupart des contacts sont encourageants. Sauf côté gros sous, on imagine...

Si vous avez des idées, des propositions de travail, des suggestions pour le financement et la réalisation de "Samovar", elles sont les bienvenues !

Nos chantiers pour 1999

- Nous poursuivons échanges d'informations et courriers.
- Nous publions sept dossiers, ventilés en cinq *Samovar* trimestriels. **1.** Janvier-mars 99: Deux dossiers, *La Russie du deuxième choc* et *Mouvements sociaux: Société brisée, résistances (d)ébauchées*. **2.** Avril-juin 99: *L'Histoire remobilisée*. **3.** Juillet-septembre 99 : deux dossiers, *Travail et dislocation sociale, boulot-prolo-clodo* et *Les Droits humains à l'Est*. **4.** Octobre-décembre 99 : *Cultures à l'Est*. **5.** Janvier-mars 2000: *Dix ans après la chute du mur, Bilans*. Deux dossiers, *Ex-URSS* et *Europe centrale et orientale*. Chaque publication trimestrielle, en outre, suivra l'actualité (surtout sociale) à travers les rubriques "Braises".
- Nous proposons, comme précédemment, nos matériaux à divers journaux et revues.
- Des numéros spéciaux de revues sont en préparation : *Bilans 1989-1999* et, sur le même sujet, une rencontre internationale, à Bruxelles, en octobre ou novembre 1999. Des activités cinéma sont également envisagées.

L'édito du premier numéro

Russie, An neuf

Huit ans déjà. La fin de l'URSS en décembre 1991. La "thérapie de choc" en 1992, dès le 2 janvier. La "Nouvelle Russie" de l'ère Eltsine entre dans sa neuvième année. À l'enseigne du deuxième choc qui ravage

le pays depuis l'été 1998. Avec son surcroît de désarrois et de misères. C'est entendu : on ne peut accueillir toute la misère du monde. Mais on peut la fabriquer et en jouir sans entraves. Au début de la décennie, l'Union soviétique était confrontée à la crise profonde du dit "socialisme réel", aux aspirations à mieux vivre de ses peuples, mais aussi - on l'oublie - aux contraintes d'un "marché mondial" et

bientôt aux diktats de ses institutions dominantes, auxquelles l'URSS était mal préparée. À cette époque, si lourd "l'héritage communiste" fût-il, il comportait un certain niveau de vie et de dignité humaine, un capital de formation, un potentiel scientifique qui, depuis lors, se sont profondément dégradés. "Les réformes" inspirées par l'ultra-libéralisme de Chicago et de Harvard, le Fonds Monétaire International, et menées au pas de charge par les Egor Gaïdar (libération des prix et du commerce), Anatoli Tchoubaïs (privatisations) et Viktor Tchernomyrdine (compression des budgets et des salaires) se sont avérées un pactole pour une minorité, un désastre pour le grand nombre. Elles ont été essentiellement destructrices pour la Russie. Ce bilan globalement négatif est largement reconnu, en Occident, depuis quelques mois seulement. Il n'est pas loin le temps où l'on traitait de "pessimiste exagéré" l'observateur qui ne faisait qu'enregistrer les informations émanant de nombreuses sources russes officielles et scientifiques, ou contenues dans les rapports de l'ONU (Développement Humain) de l'OMS et de l'UNICEF. Il n'y a donc rien de très nouveau, sinon l'aveu public en août 1998 que signe le président de la BERD, Jacques Attali: *La Russie s'effondre sous nos yeux depuis 1991*. De fait, dès l'année suivante, le diagnostic s'esquissait en toute clarté: effondrement de l'économie réelle au profit des "bulles" spéculatives, confiscation de l'épargne populaire, chute brutale du niveau de vie, de la santé publique, de l'enseignement, de la recherche, déchéance sociale et morale. Un bilan accablant, désormais "reconnu", voire caricaturé. S'y refusent encore les dogmatiques et des journalistes obstinés dans l'erreur, les experts liés à l'un ou l'autre lobby russe et, bien sûr, les médias aux mains des groupes financiers (et criminels) qui ont bâti leurs fortunes sur le pillage de l'ex-URSS. Comment expliquer cette prise de conscience ? Pourquoi tel journal qui titrait naguère, sans vergogne, *Les Russes vivent mieux* affiche-t-il aujourd'hui un terrifiant *Voyage au*

bout de l'enfer? Faut-il d'ailleurs passer de l'aveuglement complaisant à un catastrophisme non moins paralysant pour les neurones? Par quelle magie le bon Boris, la fée-du-logis russe prend-il désormais la grimace d'une inquiétante Baba Yaga?

L'explication est simple. Depuis "la crise" d'août 1998, l'effet boomerang des "réformes" frappe les intérêts des banques occidentales - en raison des défauts de paiement russes- les amis ultra-libéraux sont (momentanément?) écartés du pouvoir, l'image du FMI et de l'Occident est sérieusement écornée. Inutile d'épiloguer.

Essayons de formuler quelques questions cruciales, pour mieux cerner l'état des lieux et tenter de répondre à l'éternelle question russe (et nôtre): *Que faire?*

- **La régression.** Est-elle arrivée au point où la "tiers-mondisation" de l'ex-URSS deviendrait structurellement irréversible ? Question de diagnostic.

- **L'Occident.** Est-il exact - comme le dit l'économiste Boris Rakitski (et beaucoup d'autres en Russie) que les responsables du G7 et du FMI ont, avec leurs complices "nouveaux Russes", délibérément œuvré à la destruction de la Russie et si oui, dans quel intérêt ? Qui peut nous éclairer sur cette "face d'ombre" ?

- **La pensée unique** du tout-au-Marché et du tout-au-Privé occupe l'ensemble du champ médiatique en Russie et presque tous les canaux du "libre échange des idées" entre l'Est et l'Ouest. Comment briser ce monopole ? Comment faire entendre aux Russes "les autres voix de l'Occident" qu'ils ignorent et, chez nous, "les autres voix de Russie" que nul n'entend?

- **Les résistances sociales existent.** Nous nous mettons à leur écoute. Sont-elles prometteuses d'une régénérescence ou, au contraire, dans ce pays humilié et menacé dans sa survie, d'un "fascisme rampant", qu'il soit de droite ou de gauche ?

- **Le "danger russe"** revient à l'ordre du jour. Dérives autoritaires, menaces écologiques et militaires, afflux possible d'immigrés justifient

à nouveau un discours sécuritaire qui, depuis 1991, s'était réorienté vers les "dangers du Sud". Comment éviter une nouvelle guerre froide, ou pire, sur des bases idéologiques certes modifiées - les nouveaux "agents du Mal" étant désormais, outre le communisme "atavique", le particularisme persistant des Russes, le capitalisme russe" (si étranger au nôtre), leur "asiatisme", l'orthodoxie religieuse?

- **Que faire ?** En termes d'action, de soutien à de réels projets de développement, en termes de solidarité avec les initiatives et les mouvements sociaux porteurs d'un monde plus juste ? Les Russes, les ex-Soviétiques sont, de fait, très isolés. De l'Occident, ils ne voient trop souvent que les affairistes, les marchands de Mac Do, BMW et autres Disneylands culturels. Ils voient l'Occident qui offre ses comptes en banques suisses à l'évasion des capitaux, ses palaces aux brigands, l'Occident qui aide à fabriquer la pauvreté... et s'en défend au moyen de nouvelles forteresses. Au fait : en cet an neuf de la nouvelle Russie et dernier du vingtième siècle, on fêtera le dixième anniversaire de la "chute du Mur". On a détruit un mur. Comment arrêter la chute ?

Jean-Marie Chauvier

Samovar
70 rue Émile Banning - 1050 Bxl
Fax 00.32.2/649.58.50

Abonnement 1999 (7 dossiers en cinq livrées de *Samovar*) 1200 Fb ou 200 Ff. Abonnement d'adhésion: 2000 Fb, 350 Ff.

PRESSE LIBERTAIRE

Vojna Ugnjetateljam

L'association *Liaisons Libertaires Est-Ouest* a été créée en 1998 dans le but de collecter des informations venant des organisations se

réclamant de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, sur les luttes sociales dans les pays de l'ex- URSS. Il nous semblait intéressant de mieux connaître ces organisations et d'avoir un point de vue libertaire, évidemment différent de celui de la presse institutionnelle, sur la situation dans les pays de l'Est...

Comme vous pourrez le constater, notre trimestriel *Vojna Ugnetateljam* ! est composé presque exclusivement d'articles tirés de la presse libertaire de langue russes mais aussi de textes envoyés par des correspondants (I.Mangazeev) où d'infos tirées du Web (L.Akat). En ce qui concerne les traductions, nous espérons n'avoir pas fait trop d'erreurs, de confusions de sens, etc. Si tel était le cas, nous nous en excusons par avance et rectifierons le tir. Nous avons essayé de traduire le plus fidèlement possible les textes originaux., préférant parfois une formulation lourde à un contresens. Si vous souhaitez une copie des textes originaux, vous pouvez nous nous contacter.

Vojnâ s'efforcera d'être trimestriel. Les nouvelles ne seront pas de première fraîcheur, mais pour l'instant nous n'avons malheureusement pas la possibilité d'être plus "productifs". Si l'actualité l'exige et si cela nous est matériellement possible, nous essayerons de faire paraître des suppléments sous forme de petites feuilles d'infos.

Vojna Ugnetateljam

Liaison Libertaires Est-Ouest
BP 6, 78410 Nezel - France

Abonnement 55ff/400fb
chèque à l'ordre de LILEO

LA CHRONIQUE DE CHIQUET MAWET

**Une réalité en voie
d'américanisation**

Tout est marchandise, pas de salut sans achat, et pour pouvoir acheter, il faut se vendre.

D'après les informations officielles, le premier avion particulier transportant trois illégaux vers une destination gardée secrète devait décoller de Zaventem le 11 ou 12 mars (en fait ce sera le 13 à partir de Coxyde). Le ministre responsable est fort satisfait : *Comme je sais qu'il y a des agitateurs professionnels qui pourraient rendre la vie difficile à ceux qui sont chargés de la mission, j'ai pensé qu'il valait mieux ne pas être clair... [1].*

Nous sommes en plein dedans, jusqu'aux trous de nez...

Morigénons-nous un peu le moral : tout ça n'est pas neuf, l'humanité a très tôt donné des signes d'une tendance mortelle à se défigurer haineusement, à se mutiler et à se détruire. Babyloniens, Assyriens, Égyptiens, Ancien et Nouveau Testament, Grèce antique, Rome, ô Moyen Age, au secours, confirmez, s'il vous plaît, qu'il ne s'agit pas d'une soudaine mutation maligne en train de faire de nous des monstres radicalement impropres à l'existence...

Personnellement, hélas, malgré tout ce que j'ai appris dans les innombrables cours d'Histoire qui me furent dispensés, je ne puis m'ôter de l'esprit que notre époque accouche d'une aberration comportementale telle que, cette fois-ci, notre compte est bon.

Évolution n'est pas synonyme de progrès

On peut très bien évoluer vers une impasse catastrophique.

Auschwitz a été piédestalisé pour sa singularité, mais ce n'est pas le nombre de victimes, leurs indicibles souffrances, leur irréparable calvaire qui font d'Auschwitz un des hauts lieux de notre criminelle histoire, c'est autre chose, qu'Hannah Arendt a peut-être le mieux cerné par l'expression *la banalité du Mal*, quelque chose de si profondément désolé et sans remède qu'on ne peut le concevoir clairement que quelques fractions de secondes.

"Traitement spécial"

À Auschwitz, l'innovation la plus terrifiante me semble être que l'horreur s'installe selon les consignes d'un jeu, *On va faire comme si tout ça était normal, comme si ça allait de soi, comme un jeu de piste ou comme la cuisinière qui suit avec application sa recette pour préparer un bon repas avec le cadavre d'un agneau fraîchement assassiné.*

Quand j'étais petite, les histoires d'ogre me fascinaient. Même si je savais que c'était bidon, quelque chose en moi sentait que ce ne l'était pas, que notre vie se déroulait dans la violence et le meurtre consentis, qu'encore heureux que j'étais née dans un berceau et pas dans la cage à lapins au fond de la cour. Et j'organisais consciencieusement mon assiette en conséquence : les petits pois étaient des petites filles, les morceaux de viande, des garçons et pour le cabillaud, fallait vraiment que je pousse jusqu'aux institutrices pour pouvoir avaler une bouchée.

Sur le plan émotionnel, le nazisme, c'est fondamentalement ça : *Nous sommes des cannibales et alors, y a quelque chose qui ne va pas avec ça ? C'est le consentement à l'ignominie comme si elle allait de soi, et à sa pratique sous les formes les plus quotidiennes, les plus faussement procédurières, les plus popotes.* Dans cette perversion de la relation de l'homme à son semblable, la jouissance des bourreaux naît du sentiment enfoui que **cette normalité criminelle n'est bien sûr pas normale.**

La conception, l'organisation et la réalisation du génocide juif par les nazis trahissent une immaturité infantile de l'ordre de *On disait qu'on était des bouchers.* Or, cet infantilisme avéré, jusque dans les recherches prétendument scientifiques d'un Mengele, se trouve être le trait le plus constant qui caractérise un ordre technologique et social visant à la plus haute rationalité, l'ordre industriel. La frénésie sanguinaire de nos antiques prédécesseurs explosait dans un univers magique où croisaient de terrifiantes forces surnaturelles, mais aujourd'hui, mais maintenant, quelles sont donc nos circonstances atténuantes ?

La jovialité avec laquelle Vanden Bossche parle du sort qu'il réserve aux malheureux réexpédiés dans des régions en tous points comparables à des camps de concentration, ou l'entêtement borné de Miet Smet - *Il faut accroître la pression sur les chômeurs pour qu'ils se sentent obligés de trouver du travail...* - ou le dynamisme de forain qu'affiche invariablement notre Premier pour lier le tout, devraient sonner à nos oreilles comme si toutes les sirènes du continent entraient simultanément en action. Notre Père qui n'êtes nulle part, ayez pitié de nous : ils retombent en enfance, l'enfance perverse du fascisme le plus déshumanisé.

Mais bon, du cran, tant qu'une fraction significative - il faudrait qu'elle le devienne ! - de la population refuse de marcher, il reste une marge de manuvre. C'est ce que savent hélas aussi les tireurs de ficelles : à tous les niveaux de pouvoir et d'information achève de se mettre en place le *Sonderbehandlung* (en nazi : *traitement spécial*) censé nous réduire à l'état de zombi sans conscience.

Phase de lobotomisation

Même si l'entreprise bénéficie de traditions déjà anciennes, priver les être humains de conscience n'est pas une opération facile. Mais pas impossible, non plus. Pour la réussir, les hommes de pouvoir et leurs agents privilégiés doivent enfiler leur grand tablier blanc et bander leur énergie.

En ce qui nous concerne, la plus élémentaire vigilance commande de conserver à l'esprit cette réalité plusieurs fois millénaire et attestée dans tous les bons hôpitaux : dès l'instant que l'ordre humain dans lequel nous sommes dégringolés nous retire la prérogative d'aborder le monde *en personne*, nous sommes en danger...

Bien sûr, qui le nierait, l'homme est un être de culture. Il est condamné à voir et comprendre les choses comme on lui a appris à le faire. Pourtant, ô prodige, au fil des générations sa vision s'est transformée. Les sociétés ont beau s'escrimer à bloquer tout, à crucifier les beaux parleurs, à brûler les hérétiques, à sui-cider les philosophes, ça ne suffit pas : au moindre trou de souris, l'esprit se faufile et s'envole sans retour...

Ouvrons cependant les yeux, bordel, sur le temps présent : le cataclysme guette, il n'est pas de sauveur suprême, grand temps de nous sauver nous-mêmes, au secours.

Pour venir à bout des écarts incontrôlables de la conscience individuelle, notre civilisation a mis au point un béton à prise rapide dont l'efficiencia ne laissera bientôt plus subsister le moindre interstice si nous n'y prenons garde. Le principe de fabrication en est simple : chacun doit être imprégné de sa totale impuissance à penser et à réagir par lui-même. Obligation intégrée au fonctionnement de notre organisme aussi parfaitement qu'un instinct : en toute circonstance, s'en remettre à ceux qui savent. On reconnaît que quelqu'un sait quand il est payé pour. Quel que soit son département, le "payé pour" a dû fournir la preuve qu'il ne sait pas autre chose que ce que d'autres - mieux payés encore - lui ont appris. Les relations avec les autres et leur enfer se règlent par la voie des tribunaux, des syndicats ou des psy. Ce qu'il faut savoir du monde de l'autre côté de la fenêtre est confié aux médias.

Cet état de saucissonnage subi par tous (aussi spécialiste soit-on, on ne l'est jamais que d'une toute petite tranche), maintient un silence attentif dans la petite classe : pas d'achat sans pub, pas d'enfant sans planning, pas d'idée sans maître. Et pas de communication sans l'agrément du Ministère de l'Intérieur. Un tel rangement permet aux seigneurs de disposer de nous au gré de leurs caprices, toujours intéressés. L'essentiel, c'est que nous soyons dans l'impossibilité de semer nos petits cailloux sur les chemins oiseux qu'ils nous obligent à prendre. L'essentiel est que nous ignorions tout de nous-mêmes et des autres. C'est ce que je me permettrais de baptiser *l'américanisation de la réalité*.

Miracle de la transubstanciation

L'Amérique est le pays des miracles, du triomphe de la Volonté sur les aléas de la Nature, du peuple élu et son Président par dessus. Et de la victoire absolue du mensonge sur la réalité.

À perte de vue, les mornes étirements de baraquements banlieusards et dedans, les hallucinés du job précaire bossant pour payer le loyer de leur garni et les chips du soir, devant la télé, le grand fourmillement des sans-papiers trimant comme des esclaves pour échapper au Mexique, le peuple souterrain des prisons privées, livré à un profitable état concentrationnaire (troisième entreprise du pays par le chiffre d'affaires), où les femmes noires sont enchaînées cinq par cinq pour aller casser du caillou et accouchent menottées, où la gestion panoptique permet à l'Administration de ne pas se salir les mains et où les matons qui supervisent la terreur des caïds chargés de la gestion quotidienne touchent jusqu'à cinq fois le salaire d'un professeur d'université, un État exemplaire, qui fait disparaître derrière les barreaux les ratés sans le sou, sans sécurité sociale, sans minimex, sans RMI, sans logement, escamotant ainsi et brillamment le chiffre de chômage le plus élevé au monde, des pauvres qui, une fois sortis de prison, ne retrouvent plus avant longtemps leurs droits civiques et perdent ainsi opportunément l'habitude de voter, au cas où ça les intéresserait encore, la Démocratie aux trente à quarante pour cent d'électeurs effectifs rendant fidèlement raison aux riches de maquiller le monde aux couleurs de leurs mensonges, la patrie libérale des analphabètes sans-soins, des sans-logis traqués, des noirs en danger de mort, l'Amérique sinistrée par le capitalisme dans ses bottes-buildings, qui nous inonde de ses films débiles et prétend nous imposer son ignorance crasse, son amnésie historique, son inhumanité clownesque, l'Amérique, oui, a réussi le tour de force de faire croire au monde entier qu'elle pète de santé et qu'en dehors du modèle qu'elle suggère avec une fermeté de missile, point de salut.

Les gouvernements européens soumis aux mêmes impératifs "économiques" ont enregistré le message. Ce qu'il faut donc, et en vitesse, c'est empoigner la réalité et lui donner un tour qui la rende insaisissable. Cette opération ne peut réussir qu'avec le concours de "spécialistes" bien adaptés : un enseignement nul, une Justice aux ordres, une police à la redresse, et des médias marchant avec eux la main dans la main.

Un exemple au hasard

Dans son numéro du mardi 2 mars, *Le Soir*, en page 16, relate l'énième blanchiment de la criminalité policière en Belgique :

GAND - Mineur abattu par un gendarme : légitime défense.

Le gendarme qui a abattu un mineur d'âge marocain, samedi dernier à Gand, a agi en état de légitime défense : la version des faits donnée tant par les gendarmes que par le passager qui était assis aux côtés de la victime concordent sur ce point, selon le parquet de Gand. Les faits se sont produits samedi vers 14h30 dans la rue Engelbert van Arenberg. Ayant aperçu une Opel Kadett suspecte, quatre gendarmes avaient ordonné aux deux jeunes qui l'occupaient de garder les mains sur le volant. Le conducteur de la voiture volée avait alors brusquement fait marche arrière tout en levant le bras, laissant apparaître qu'il était en possession d'une arme. Un des gendarmes avait tiré en direction du conducteur, âgé de dix-sept ans. Il est mort sur le coup (Belga).

La compréhension des faits et leur appréciation sont rendues à peu près impossibles par la manière dont ils sont rapportés.

Les deux (2) jeunes gens reçoivent l'ordre de placer leurs mains (4) sur le volant : procédure conçue pour embrouiller le peuple ou journalisme de merde ?

Le conducteur (17 ans) fait ensuite brusquement marche arrière tout en levant le bras. Ébourriffant, mais soit. Levant le bras donc, il *laisse apparaître* qu'il est en possession d'une arme. Nous sommes livrés aux supputations : flingue sous l'aisselle, cran d'arrêt dans la poche intérieure du veston ou n'importe quoi de contondant ou d'explosif à la ceinture. Les bras en l'air, dans la posture immortalisée par la littérature et le cinéma du genre, il représente, c'est évident, un danger mortel pour le gendarme qui, ne se fiant qu'à son courageux pétard, tire *dans sa direction*, bingo, en plein cur !

Pourquoi un journal relaie-t-il une telle info sous une forme ostensiblement brute (*communiqué Belga*), sans retravail de rédaction et sans analyse ? Rapporter sans le moindre commentaire critique un fait divers de ce genre participe à la banalisation de la violence policière. L'absence de jugement moral tend à confirmer le caractère naturel de l'événement : un truc qui relève de la météorologie sociale, aussi incontournable que les ravages d'un cyclone. Sous la pluie de semblables nouvelles (et dieu sait s'il en pleut), il est à craindre que le public s'imprègne d'une représentation sociale - fort déplaisante - au point de ne plus concevoir qu'il pourrait exister autre chose. Concocté consciemment ou résultat d'habitudes professionnelles du troisième type, le message est clair : tenez vous couche ! Il est entendu qu'un gendarme à l'horizon est plus dangereux qu'un tigre ou un crocodile sur votre seuil. Quoiqu'il fasse, il ne lui sera jamais reproché d'avoir goûté à la chair humaine, il sera au contraire immanquablement absous pour légitime défense, puisque la Justice le considère en état de légitime défense permanent [2].

Impeccablement neutre lorsqu'il s'agit de rendre compte des exécutions capitales en service commandé, *Le Soir*, en canon avec son cousin, *Le Matin*, s'implique par contre avec passion dans la prévention face à la tentation gauchisante, collectiviste et D'Oraziennne qui gangrène le monde syndical belge avant de s'abattre sur le

monde. On peut dire que les deux quotidiens ont fait très fort, ce mois-ci, en s'étranglant dans un scoop présenté avec des contorsions de démineur en train d'extraire d'une poubelle un pétard mouillé : le PTB fait du recrutement, si !, jusqu'à l'intérieur des syndicats, FGTB en tête, Setca de Bruxelles en ligne de mire, qu'est-ce qu'on attend pour virer ces gens-là, voilà du reste une liste déposée sur nos bureaux par un vent favorablement anonyme, de personnes approchées, attention, on dit bien "approchées", elles ne sont pas forcément contaminées. En encadré, le fac simulé de la dite liste, l'heure est grave, on va pas lésiner sur l'intimidation policière.

Faisons ici l'économie d'une polémique savante sur l'authenticité du document : d'autres l'ont dit, qu'il émane ou non du parti incriminé, il est absolument anodin. Tout est dans la garniture disposée avec un conformisme étrangement répétitif d'un média à l'autre, mais qui atteint des sommets chez Bénédicte Vaes, son analyse, ses points d'exclamation rentrés et ses conclusions outrées.

La grossièreté nouvelle du procédé, par trop criante, aura sans doute dévié sensiblement l'obus destiné aux petits indisciplinés qui ont le front de manifester leur solidarité à la délégation de Clabecq et leur sympathie pour le MRS. Il conviendrait d'ajuster les méthodes avec un peu plus de tact si l'on veut que l'opinion atteigne le niveau de malléabilité convenable dans des délais raisonnables.

Extirper le virus socialiste

Qu'à cela ne tienne, direz-vous, presse pluraliste et liberté d'opinion, nous sommes encore en démocratie, varions nos poisons... Mais justement, il devient très difficile de faire utilement son marché d'informations : tous les journaux tiennent le même langage, privilégiant le même ordre de la banalisation du pire par le convenu. Seules demeurent quelques différences de traitement formel, mais elles tendent à se réduire, comme l'indique tragiquement le nouveau look de la *Libre Belgique*.

Tout est dans le sous-texte, l'insinué, le vide encadré. Côté économie, on pratique la langue néo-libérale plus ou moins pure suivant l'appartenance affichée, côté culture, l'enjouement modéré d'un *establishment* en cul-de-poule, côté social, quelques poussées de fièvre légèrement gauchies et, en politique internationale, un américanisme tempéré, ainsi qu'il sied à une capitale européenne. Partout, tapie sous les mots et les images, la Cause.

Une cause obsédante, présente à tous les étages, dans toutes les vitrines, occupant toutes les places assises, du banc d'école au divan du psychanalyste, une hallucinante et étouffante exhortation à nous en tenir strictement à ses commandements hypnotiques : Tout est marchandise ; pas de salut sans achat. Pour pouvoir acheter, il faut se vendre. Toute production doit être génératrice de profit ; qui vise, en pensée ou en actes, l'égalité dans la satisfaction de besoins humains primaires ou secondaires commet un péché mortel et doit être châtié (perversion

collectiviste) Corollairement, le socialisme est un système condamné ; on ne peut y revenir en aucun cas, ni en rêve (passéisme), ni en réalité (crime organisé), ni partiellement (gabegie des services publics) ni en totalité (totalitarisme). Toute velléité de résistance doit être combattue dans l'uf par des moyens appropriés : exclusion, licenciement, sanctions financières, emprisonnement, rééducation, encadrement, surveillance. Les dérives idéologiques sont du ressort des spécialistes qui les traiteront comme les prémisses d'un processus de criminalisation ou alors comme des symptômes de démence...

C'est à ce traitement que se vouent, sous l'il bienveillant des syndicats, la Justice, la police, l'institution scolaire, l'ensemble des médias et, bien entendu, les partis politiques ayant pignon sur rue.

L'effet de cette mobilisation idéologique admirablement maquillée - pas comme chez ces crabes d'Asiates bolcheviques - est d'ores et déjà atteint par les sujets précoces : Zenner se réfère sans problème aux *convictions collectivistes* tonitruées par D'Orazio comme preuve à charge dans un procès qui se veut criminel. Et *La Libre* va jusqu'à titrer avec jubilation : *Cuba, paradis sanitaire en voie d'extinction*.

Le socialisme est implicitement ou explicitement, mais toujours obstinément et de manière menaçante remisé aux rayons des malfaçons historiques, étant entendu que le reste, enfin ce qui nous reste, est *conforme*. La plupart de ceux qui osent encore s'engager dans un débat à ce propos font état de *l'inhumanité* des sociétés qui ont *basculé jadis* dans le socialisme. Ne les interpellez pas sur le Tiers Monde crucifié, la non-vie des Américains pauvres en train de refluer vers la vieille Europe, sur la Suède et ses procédures nazies destinées à gommer les impuretés souillant l'image du Grand Nordique blond, tout ça n'aurait pas plus d'utilité que d'interroger les catholiques sur le passé de cette grande religion inquisitoriale, génocidaire et incendiaire, *ce n'est pas la même chose*.

Le plus désolant, c'est qu'il est devenu radicalement impossible de faire un clin d'il à son vis-à-vis par-dessus le journal ou à travers l'écran de télé. On est bien seul face à la *Grande Voix* qui nous assaille et s'infiltré jusque dans nos rêves.

Affreusement seul devant un Vanden Bossche de téléche, souriant à l'évocation d'une douleur à trois dimensions, si difficile à appréhender pour lui qui n'en a que deux, mais si facile à imposer tant qu'on a la gendarmerie avec soi.

C'est peut-être ça, le nouveau mal, cet impalpable écran qui nous enclôt chacun dans notre singularité, effaçant radicalement la réalité des autres et ne nous la rendant qu'à l'instant ultime où nous nous retrouvons nous aussi, à terre, fauchés par le malheur de n'être plus du "bon côté" de la barrière, mais seulement un indésirable de plus.

En ces temps incertains où il devient normal de se soumettre au pire au nom de la raison, seuls les fous sont révolutionnaires et les révolutionnaires sont les derniers exemplaires humains de l'espèce. À conserver dans le formol.

Chiquet Mawet

[1] Lire par ailleurs dans ce numéro d'AL le compte-rendu par Jeanny de l'écho réservé à cette information par la VRT.

[2] Faut-il rappeler que l'alternative existe : rendre les gendarmes à la vie civile, et donc au chômage. Entre la visite de l'inspecteur ONEM et le contrat de travail ALE, ils savoureront une quiétude réparatrice.

Document vidéo

Belgique 1999, une force se cherche...

Témoignage d'une Histoire libertaire très belge

Franck Thiriot est un ami français, un cousin à la mode anar. Une locomotive, aussi, un bulldozer. Lecteur d'Alternative Libertaire, il s'est senti titillé par ce que nous y racontions, ce qui se passe dans l'étrange royaume de Belgique où d'éclatants coquelicots surfent sur la merde... Alors, il a débarqué, caméra à l'épaule, pour fixer quelques moments de cette floraison déconcertante, à laquelle participe notre journal.

Ce n'est pas un film à la gloire de, mais un document brut sur Alternative Libertaire au cœur d'événements qui nous dépassent, nous encerclent et nous portent, nous qui fabriquons le journal : la multiplication de groupes en résistance, autonomes et solidaires, curieusement proches par leur mode de fonctionnement et leur farouche volonté de ne se laisser récupérer par rien ni par personne.

Que ce soient les squats, le Centre social de Bruxelles, le Collectif contre les expulsions ou de soutien aux sans-papiers, le Réseau Anarchiste Tournaisien ou Le Noir Lombric de Péruwelz, les collectifs de défense des chômeurs ou l'anarcho-syndicaliste Coordination Autonome des Travailleurs, il s'agit toujours d'individus qui d'une manière apparemment

naturelle, parce que ça va de soi, ne peuvent plus accepter l'oppression, l'injustice, le mensonge, le mépris, l'aliénation et s'investissent naturellement dans une forme de résistance. Comme Anne, cette assistante sociale à la retraite, qui aspirait à une vieillesse tranquille et que ça n'arrange pas particulièrement de devoir "arpenter le bitume" pour défendre les sans-papiers.

Même si sa réalisation est trop linéaire, le montage inexistant et les longueurs zappantes, *Une force se cherche* ne pourra que gagner en intérêt au fil des années, parce qu'il offre une radiographie saisissante d'un moment social intense dans une Belgique au bord de l'explosion. Un moment crucial aussi : ce mouvement sorti d'on ne sait où, fait de mille vibrations fraternelles mais indépendantes, développera-t-il le souffle nécessaire pour peser sur la réalité économique, politique et sociale en train de nous ensevelir d'une manière particulièrement inquiétante dans un pays qui apparaît de plus en plus clairement comme un avant-poste explosif du social-libéralisme musclé? Si quelque chose ressort d'une manière étonnante des interviews et des images jetées en vrac dans cette cassette, c'est le paradoxe entre la vigueur des réactions individuelles et la fragilité des organisations, abandonnées souvent à l'improvisation, à l'intuition, au tonus de l'instant. Une confiance dans la vie, au fond, inquiétante pour les chats échaudés, mais réconfortante aussi... Comme un retour d'enfance inespéré.

Si les pouvoirs publics avaient un peu d'idée, ils doteraient de cet inestimable outil toutes les écoles, tous les cours où on parle des hommes et de leur difficile humanité. Mais voilà, l'éducation a de moins en moins à voir avec l'humanisation....

Découvriront cette promesse d'un proche printemps les heureux acheteurs des 200 exemplaires de la cassette disponibles au prix de 500 fb (cger 001-0536851-32) ou 80 ff + plus 20 ff de port (chèque à l'ordre de Roger Noël) à l'adresse d'*Alternative Libertaire*, Boite Postale 103 - 1050 Ixelles 1.

Alternative Libertaire

**Belgique 1999,
une force se cherche...**
PAL/SECAM ! 90 minutes ! 500fb ! 100ff

Veillez me faire parvenir exemplaires
de la cassette *Belgique 1999 Une force se cherche*

Je verse O par chèque au nom de Roger Noël

O sur le compte bancaire 001-0536851-32

Mon nom

Mon adresse

.....

Alternative Libertaire
BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Bruxelles - Belgique
fax 00.32.2.649.40.46